

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

49/1 | 2008

**Réformes et société en Asie centrale tsariste et
soviétique**

Décoloniser l'Asie centrale ?

Bolcheviks et colons au Semirech'e (1920-1922)

Niccol Pianciola



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9121>

DOI : 10.4000/monderusse.9121

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 février 2008

Pagination : 101-144

ISBN : 978-2-7132-2195-8

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Niccol Pianciola, « Décoloniser l'Asie centrale ? », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 49/1 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2009, Consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9121> ; DOI : 10.4000/monderusse.9121

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_491&ID_ARTICLE=CMR_491_0101

Décoloniser l'Asie centrale ?. Bolcheviks et colons au Semirech' e (1920-1922)

par NiccolÒ PIANCIOLA

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2008/1 - Vol 49

ISSN 1252-6576 | ISBN 9782713221958 | pages 101 à 144

Pour citer cet article :

– Pianciola N., Décoloniser l'Asie centrale ?. Bolcheviks et colons au Semirech' e (1920-1922), *Cahiers du monde russe* 2008/1, Vol 49, p. 101-144.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

NICCOLÒ PIANCIOLA

DÉCOLONISER L'ASIE CENTRALE ?

Bolcheviks et colons au Semireč'e (1920-1922)

La réforme de la terre et de l'eau (*zemel'no-vodnaja reforma*) opérée au Semireč'e¹ de 1921 à 1922 fut la première et la plus importante campagne de « décolonisation » mise en œuvre au Turkestan depuis la conquête de la région par l'Armée rouge conduite par Mihail Frunze. Cette réforme agraire, avec une politique similaire menée dans les mêmes années au Caucase du Nord, constitue le seul cas dans toute l'histoire russe et soviétique où fut appliquée une politique d'expulsion et d'expropriation des colons agricoles slaves du Caucase ou d'Asie centrale. Notre essai se propose d'analyser le contexte politique qui aboutit à la décision d'appliquer la réforme, de dégager les différents stades d'application, les résultats et leur sens politique général et ainsi de mieux comprendre les caractéristiques du régime bolchevik dans l'Asie centrale de l'entre-deux-guerres.

Pendant la réforme, des dizaines de milliers de paysans slaves (estimés à 30 000 au Semireč'e et à 10 000 dans les autres régions du Turkestan) furent expulsés des terres qu'ils s'étaient appropriées, en partie lors de la répression de la révolte kazakhe et kirghize de 1916, année qui marqua le début d'une période d'extrême violence entre les colons agricoles slaves et les éleveurs centrasiatiques. En 1921-1922, les champs des paysans furent distribués aux réfugiés kazakhs et kirghiz qui revenaient du Xinjiang, et les paysans slaves contraints de revenir en Russie. Cette réforme ne peut être comprise que si elle est replacée dans le contexte de la politique générale antipaysanne des bolcheviks dans la dernière période de la guerre civile. Ce fut en même temps une mesure extrême de pacification entre nomades et

1. Le Semireč'e est une division administrative tsariste (puis soviétique jusqu'en 1924) correspondant aux actuels Kazakhstan du Sud-Est et Kirghizstan du Nord-Est, délimitée par le lac Balhaš au nord et comprenant le bassin du lac Issyk-Kul' au sud.

paysans qui permit au gouvernement central de Moscou de démontrer aux communistes centrasiatiques et à la population en général sa volonté « décolonisatrice »².

Le Semireč'e comme colonie de peuplement (1905-1917)

Le Semireč'e était une colonie de peuplement à l'intérieur du Gouvernement général du Turkestan. La majeure partie des Slaves du Turkestan y vivait. En 1897, on y comptait à peu près 95 000 Russes et Ukrainiens soit près de la moitié de la population totale russe et ukrainienne du Turkestan estimée à 197 000 habitants.

2. Les chercheurs qui, dans les années qui suivirent la « révolution des archives », apportèrent les contributions les plus importantes sur le sujet sont Vladimir Genis, Terry Martin, Jeremy Smith et Marco Buttino. Genis a mis en lumière le fait même de l'expulsion des colons, dont auparavant l'historiographie n'avait pas tenu compte, mais aussi les moyens violents mis en œuvre et le contexte des rapports entre les principaux acteurs politiques à Moscou et les délégués du centre chargés d'appliquer les politiques d'expulsion dans la région. Son article ne met en revanche pas en évidence le continuum de violence qui débuta en 1916, sans lequel on ne peut comprendre les motifs de la réforme de la terre et de l'eau. En outre, le rôle joué par la politique turkestanaise et les communistes musulmans y est relégué au second plan. (V. Genis, « Deportacija ruskikh iz Turkestana v 1921 godu (« Delo Safarova ») », *Voprosy istorii*, n° 1, 1998). Terry Martin a par contre bien souligné la « variante kazakhe » de la politique soviétique des nationalités, variante caractérisée par la forte présence des colons agricoles slaves sur les terres occupées principalement par les éleveurs autochtones (comme en Kirghizie, Bouriatie, Mongolie, Bachkirie et au Caucase du Nord, zones où les tensions intercommunautaires étaient les plus vives au début des années 1920 en URSS). Martin met l'accent sur l'ampleur des déportations de colons slaves en 1921-1922, seul cas où l'État soviétique mena une politique agressive clairement « antirusse » (Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca : Cornell University Press, 2001, p. 59-67). Smith a mis en évidence le contexte de la « décolonisation » en la replaçant dans le cadre des mouvements de populations de la période de formation de l'URSS. Selon lui, les mesures de 1921 n'eurent rien de commun avec les déportations ethniques soviétiques des années 1930 et 1940 : elles n'en eurent pas la brutalité et ne furent pas conçues comme mesures punitives mais plutôt comme un moyen de corriger les erreurs du passé colonial et d'assurer la stabilité de la région. Smith en conclut que les expulsions des colons slaves eurent principalement pour but de créer une « majorité nationale stable » dans les républiques autonomes. Ces mesures auraient obéi en outre à une rationalité économique puisque l'attribution des meilleures terres aux Centrasiatiques aurait encouragé « le développement de formes plus productives (et plus socialistes) d'agriculture sédentaire », pendant que les colons slaves expulsés auraient pu mettre en valeur les terres vierges de Sibérie (Jeremy Smith, *The Bolsheviks and the National Question, 1917-1923*, Londres : Macmillan, 1999, p. 85, 90). Smith met en lumière de façon convaincante les différences entre ces premières expulsions et les déportations stalinienne, mais sa conclusion est faible : elle ne montre pas clairement, en fait, quelle était la nécessité d'un grand dessein de consolidation de « majorités nationales stables » en faveur des populations locales, puisque par exemple au Turkestan, les Slaves ne représentaient qu'environ 4 % de la population totale. Sur sa rationalité économique, on reviendra dans le texte de cet essai. Marco Buttino, enfin, s'est intéressé au contexte immédiat de la réforme de 1921, en particulier aux propositions des communistes musulmans du Turkestan en 1920. Même si Buttino rend compte brièvement de l'application de la réforme en 1921 et 1922, le développement de son analyse se focalise et se limite à l'exclusion, durant l'été 1920, du groupe des communistes musulmans dirigés par Ryskulov (Marco Buttino, *La rivoluzione capovolta. L'Asia Centrale tra il crollo dell'Impero zarista e la formazione dell'Urss*, Naples : L'Ancora del Mediterraneo, 2003, p. 387-398 ; 408-411).

Au Semireč'e, la population slave représentait 9,7 % de la population totale, alors que pour le Turkestan dans son ensemble cette proportion n'atteignait que 3,7 %³. La plupart des paysans étaient arrivés depuis peu (le Semireč'e avait été la dernière région peuplée par les Kazakhs à être ouverte à l'immigration légale), surtout grâce aux politiques agraires du gouvernement Stolypin. Nombre de ces paysans venaient de régions d'Ukraine qui connurent les premiers mouvements agraires du siècle naissant inaugurés dans les gouvernements de Har'kov et Poltava en 1902. En 1906, l'agronome d'une expédition commanditée par le *zemstvo* de Poltava, en mission au Semireč'e pour étudier la possibilité d'organiser de nouvelles migrations de la région vers l'Asie, écrit : « Toutes les villes comme Vernyj et Pišpek et les villages comme Tokmak sont peuplés surtout de Petits-russes [Ukrainiens]. Sur la route de Vernyj à Tachkent, je n'ai entendu parler que le petit-russe [ukrainien] »⁴. La société du Semireč'e était totalement agraire. Même la population urbaine était en majorité employée dans l'agriculture. La société rurale était divisée de façon assez stricte en différents états, *soslovija*, (cosaques, paysans, allogènes) et entre immigrants de nouvelle et ancienne génération. Selon cette division, à chaque groupe revenait une plus ou moins grande quantité de terre. Les tensions entre paysans de nouvelle immigration (*novosely*) et autres groupes de la population étaient très fortes, particulièrement en 1905 quand les premiers, qui attendaient l'attribution de lots cultivables, réclamèrent des distributions d'armes pour s'emparer de façon autonome des terres des Kazakhs et des Kirghiz⁵. À ce sujet, P.P. Rumjancev témoigne: « Les *starožily* [vieux résidents] — Cosaques et paysans — [...] ont une attitude envers les nouveaux immigrants pour le moins hostile, peut-être parfois plus hostile que les Kirghiz dont les terres sont aliénées comme terrains de colonisation »⁶.

Au début de la Première Guerre mondiale, les paysans slaves du Semireč'e furent les seuls parmi la population slave du Turkestan à être mobilisés. Ces soldats-paysans furent impliqués dans les violences qui embrasèrent la région dans les mois qui suivirent la révolte des Centrasiatiques mobilisés dans les bataillons de travail en 1916. La révolte, qui au départ avait pris pour cible les représentants centrasiatiques de l'État tsariste chargés de dresser les listes des hommes envoyés sur le théâtre européen de la guerre, se transforma par endroits en une lutte pour chasser les colons slaves des terres

3. *Aziatskaja Rossija*, t. 1, SPb., 1914, p. 87, cit. in Nishiyama Katsunori, « Russian Colonization in Central Asia : A Case of Semireč'e, 1867-1922 », in Komatsu Hisao, Obiya Hika, John S. Schoeberlein, eds., *Migration in Central Asia : its History and Current Problems*, Osaka : The Japan Center for Area Studies, 2000, p. 69. En 1913, d'après les estimations de l'administration régionale (« Obzor Semirečecenskoj oblasti za 1913 g. », p. I-XXIII (données de 1913), cit. in S.N. Pokrovskij, *Pobeda sovjetskoj vlasti v Semireč'i*, Alma-Ata : Izd. Akademii Nauk Kazahskoj SSR, 1961, p. 24), la population slave du Semireč'e représentait déjà 21,8 % de la population totale, soit 289 600 habitants sur 1 331 600.

4. Ju.Ju. Sokolovskij, *Doklad gubernskogo agronoma Ju.Ju. Sokolovskogo o poezdke v stepnye oblasti Azjatskoj Rossii*, s. I, 1907, p. 22.

5. Nishiyama, « Russian Colonization in Central Asia... », p. 73.

6. *Voprosy kolonizacii*, n° 9, 1911, cit. in T. B. Mitropol'skaja, *Iz istorii Semirečenskogo kazačestva*, Almaty : EdiletPress, 1997, p. 31.

qu'ils occupaient. En fait, lors de la révolte de 1916 en Asie centrale, dans la série de soulèvements qui s'étendirent localement, embrasant tout le territoire des vallées fluviales du Transoxiane aux frontières septentrionales de la steppe kazakhe, la violence fut répartie de façon inégale. Ce fut précisément au Semireč'e (surtout à l'est du lac Issyk-Kul') que les victimes furent particulièrement nombreuses. Les révoltés kirghiz tuèrent 2 108 paysans slaves (dans le village, il ne restait quasiment plus que des femmes, des enfants et des vieillards, les hommes ayant été enrôlés dans l'armée) et enlevèrent 1 088 femmes et enfants⁷. La révolte, réprimée par les bataillons de l'armée tsariste et par les paysans en armes restés au Semireč'e, provoqua la « disparition » de dizaines de milliers de Kazakhs et de Kirghiz de la région, en partie tués, en partie en fuite en direction de la frontière Est, vers le Turkestan oriental chinois (Xinjiang). Quand les soldats-paysans purent revenir des tranchées de la Grande Guerre au Semireč'e avec les armes, ils les utilisèrent pour punir les Kazakhs et les Kirghiz qui furent massacrés ; on les laissa mourir de faim pendant la famine de 1917-1918 (les paysans refusaient de leur vendre du blé, « en guise de punition ») ; enfin ils furent forcés à travailler gratuitement dans les champs des paysans slaves⁸.

Les paysans slaves du Semireč'e eurent part également à la victoire des « bolcheviks » dans la colonie, étant donné que les deux régiments d'infanterie de réserve qui prirent le pouvoir à Tachkent à la fin de 1917 en brandissant des mots d'ordre bolcheviks étaient formés pour les deux-tiers de paysans-soldats originaires du Semireč'e⁹. Au début de l'année 1918, les soldats associés à de petits groupes socialement plus hétérogènes s'emparèrent du pouvoir dans d'autres villes du Turkestan. Pišpek et Vernyj virent également les « soviets de soldats et d'ouvriers » accéder au pouvoir respectivement fin janvier et début mars.

Les groupes qui prirent le pouvoir à la faveur de la guerre et de la faillite du système économique qui liait la colonie au centre s'autoproclamèrent « bolcheviks », alors qu'il n'y avait jamais eu d'organisation bolchevique de parti dans la région ni avant-guerre ni pendant la guerre civile. Dans de nombreuses villes, les « bolcheviks » turkestanais au pouvoir n'avaient quasiment aucun lien organisationnel avec le « vrai » parti bolchevik du centre de la Russie. Le Turkestan en général et le Semireč'e en particulier furent le théâtre de combats de la guerre civile. L'histoire de la guerre civile au Turkestan épousa les logiques locales dictées

7. On dénombra 2 325 victimes européennes de la révolte au Turkestan, auxquelles il faut ajouter 1 384 personnes disparues dont la quasi-totalité en Semireč'e (pertes et disparitions résultent du fait que beaucoup de femmes et d'enfants furent enlevés par les Kirghiz en fuite vers la Chine). On compte seulement quatorze morts parmi les fonctionnaires européens et cinquante-cinq parmi les Centrasiatiques qui assumaient des charges dans l'administration, dont deux seulement en Semireč'e. Cf. Marco Buttino, « "La terra a chi la lavora". La politica coloniale russa in Turkestan tra le crisi dello zarismo e le rivoluzioni del 1917 », in A. Masoero, A. Venturi, eds., *Russica. Studi e ricerche sulla Russia contemporanea*, Milan: F. Angeli, 1990, p. 311 ; Edward D. Sokol, *The Revolt of 1916 in Russian Central Asia*, Baltimore : The Johns Hopkins Press, 1954, p. 120-121.

8. Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 75-101 ; Daniel Brower, *Turkestan and the Fate of the Russian Empire*, Londres-New York : Routledge Curzon, 2003.

9. T. B. Mitropol'skaja, *Iz istorii semirečenskogo kazačestva*, Almaty: EdiletPress, 1997, p. 51.



Photo 1. Yourte kirghize et maison de paysans slaves dans le village de Ionovka, région de Pišpek, Kirghizie, 1925. La maison détruite et abandonnée par ses habitants servait aux Kirghiz d'abri pour le bétail. À côté, la yourte du Kirghiz qui avait pris possession de la maison pendant la réforme terrienne de 1921-1922, après l'expulsion des paysans slaves qui avaient fondé le village au début du siècle. Toutes les photos ont été prises en 1925 par les membres de la commission du VCIK de Moscou menée par Serafimov et chargée de régler « les rapports entre nationalités » en ex-Semireč'e (1924-1926).

Sur la commission, cf. Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca : Cornell University Press, 2001, p. 63-65. RGASPI, 17/85/105/82.

de façon déterminante par la lutte pour s'accaparer les ressources alimentaires restreintes par une situation de famine¹⁰. Au Semireč'e, la répartition des camps qui se formèrent suivit assez étroitement les divisions de *soslovie* : cosaques et paysans d'ancienne immigration (*starožily*) combattaient, avec le soutien de certaines unités kazakhes, contre les paysans d'immigration récente (*novosely*) avides de terre¹¹.

10. Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 237-268.

11. L'expression « guerre de *soslovie* » est naturellement une simplification heuristique, d'ailleurs déjà employée, cf. Safarov, *Kolonial'naja revoljucija (opyt Turkestana)*, Petrograd : Gosizdat, 1921 (réédité par la Society for Central Asian Studies, Oxford, 1985). Au Semireč'e aussi des troupes de cosaques combattirent dans le camp des « bolcheviks ». D'après Peter Holquist, dans la région du Don, l'illusion de la « guerre de *soslovie* » provient de l'existence du centre d'autorité du *vojsko* (le *krug* cosaque), qui pouvait s'attribuer la représentation politique de *tous* les cosaques de la région. Dans la région du Don, les cosaques probolcheviks furent formellement expulsés du *vojsko* cosaque, alors que les bolcheviks avaient aboli les cosaques en tant que *soslovie*. Voilà pourquoi « tous » les Cosaques étaient considérés comme antibolcheviks seulement en ce sens où tant leurs alliés que leurs ennemis niaient aux cosaques probolcheviks leur identité cosaque, (cf. Holquist, *Making War, Forging Revolution : Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*, Cambridge, MA-Londres : Harvard University Press, 2002, p. 71, 174-175). Il nous semble pourtant que le schéma de la « guerre de *soslovie* » conserve sa

Les organisations politiques cosaques s'étaient déclarées favorables au gouvernement provisoire et à l'Assemblée constituante, alors que les paysans de nouvelle immigration avaient pris parti pour le pouvoir bolchevik de Petrograd. En ce sens, les divisions du Semireč'e reflétaient celles des politiques « métropolitaines ». À cette dynamique endogène s'ajouta l'arrivée des troupes de l'officier blanc Annenkov qui combattirent au Semireč'e contre les troupes « rouges » formées par les paysans du lieu. Les cosaques et leurs alliés furent finalement vaincus par les « rouges » alors que l'arrière front septentrional d'Annenkov tombait devant la V^e Armée rouge commandée par le bolchevik Mihail Frunze, lui aussi originaire du Semireč'e. Né à Pišpek en 1885 de mère russe et de père moldave¹², Frunze conquiert Tachkent en février 1920. La situation y avait particulièrement changé au cours des deux années précédentes. Les « bolcheviks » locaux avaient dû progressivement confier à certains Centrasiatiques des postes au gouvernement, soit à cause des pressions exercées par Moscou et ses représentants locaux — dont le plus important était Kobosev — soit parce que la présence de Centrasiatiques au sein des appareils décisionnels était nécessaire au fonctionnement du gouvernement, tant pour la gestion de masses de population affamées que pour les tractations avec les chefs de la guérilla antisoviétique (appelée *basmačestvo* [banditisme] par les bolcheviks), particulièrement menaçante dans la vallée du Ferghana. Les soi-disant « communistes musulmans » intégrés dans les appareils du pouvoir (le Musbjuro, « Bureau des musulmans du Turkestan », section du parti bolchevik dans laquelle furent cooptés des représentants centrasiatiques, fut fondé en mars 1919) étaient pour la plupart partiellement acculturés à la culture russe. Ils avaient fréquenté des écoles russo-indigènes ou d'autres institutions où l'enseignement était dispensé en russe, ils appartenaient à la plus jeune génération et avaient pour beaucoup l'expérience du combat aux côtés des troupes « bolcheviques » de Tachkent sur les fronts de la guerre civile contre le *basmačestvo* dans le Ferghana ou contre les Blancs du Semireč'e¹³. Bon nombre des progressistes musulmans des régions sédentaires du Turkestan ne parlaient pas russe alors que l'instruction dans des écoles russes ou russo-indigènes avait été plus répandue parmi les Kazakhs. Pour cette raison également, de nombreux Kazakhs jouèrent un rôle politique important dans les années révolutionnaires au Turkestan¹⁴. La figure qui émergea en tant que leader des « communistes musulmans » fut le Kazakh, lui aussi originaire du Semireč'e, Turar Ryskulov.

valeur interprétative. Il n'en demeure pas moins que les différents niveaux de vie et d'accès aux ressources dans les campagnes déterminèrent en bonne partie la répartition des camps opposés de la guerre civile dans la région.

12. Frunze avait quitté le Semireč'e pour aller étudier à Saint-Pétersbourg à l'âge de dix-huit ans et n'y était plus retourné depuis.

13. Adeeb Khalid, « Turkestan v 1917-1922 godah : bor'ba za vlast' na okraïne Rossii », in G.N. Sevost'janov, éd. *Tragedija velikoj deržavy. Nacional'nyj vopros i raspad Sovetskogo Sojuza*, M. : Social'nopoličeskaja Mysl', 2005, p. 211-215.

14. Sur tous les fronts : avec Čokaj pour les libéraux, Lapin pour l'Union des Ulémas et Ryskulov pour les bolcheviks.

La politique des « communistes musulmans » de Tachkent envers les paysans et les nomades (1919-1920)

C'est de la mi-juillet 1919 (date où Moscou exprima dans un télégramme aux bolcheviks de Tachkent un soutien direct aux « communistes musulmans » en demandant explicitement que les autochtones soient inclus dans les institutions proportionnellement à leur pourcentage dans la population totale) à la fin février 1920 (qui marqua l'arrivée de Frunze à Tachkent) que Ryskulov et ses alliés « communistes musulmans » exercèrent la plus grande influence politique au Turkestan. Leur action fut également très sensible dans le règlement du problème le plus important, celui de la gestion de l'approvisionnement des villes en blé. Dans la seconde moitié de 1919, les institutions soviétiques ne parvenaient pas à gérer le marché et la situation demeurait très critique. À Tachkent, en juin 1919, le monopole d'État sur le blé avait été décrété mais il avait échoué, ne faisant qu'alimenter le marché noir et pointer l'absence de légitimation du gouvernement soviétique par les « pouvoirs locaux » paysans (*vlast' na mestah*). Durant l'été 1919, comme au Semireč'e l'automne précédent, le TurkCIK déclara le commerce privé hors-la-loi. Dans une tentative avortée de contrôle administratif de la distribution, les bazars furent fermés et les artisans empêchés de vendre leurs produits (souvent en échange de blé)¹⁵. D'après la reconstitution de Buttino, ce furent les dirigeants du Musbjuro, conduits par Ryskulov, qui obtinrent de modifier la politique de contrôle du commerce¹⁶. En décembre 1919, le TurkCIK de Tachkent, dont Ryskulov était devenu président, promulgua la nouvelle légalisation partielle du commerce privé dans les bazars (à Vernyj, la décision ne fut appliquée qu'à partir de la mi-janvier).

L'initiative politique la plus éclatante des « communistes musulmans » eut lieu en janvier 1920. Le 20 janvier, lors de la V^e conférence régionale du Parti communiste du Turkestan à Tachkent, le Musbjuro, forçant la main à la Turkomissija, changea le nom du Parti communiste du Turkestan en « Parti des peuples turcs », et celui de la république du Turkestan en « République turcique » (*tjurskaja respublik*). C'est au même moment que fut ratifiée la résolution « Sur l'autonomie et la constitution du Turkestan », demandant à Moscou une large autonomie pour la République¹⁷. Le lendemain, Turar Ryskulov était élu président du comité exécutif de la République turcique.

La situation devait pourtant rapidement évoluer. Un mois plus tard (le 22 février), Mihail Frunze entra à Tachkent ; les derniers foyers d'opposition dans la région, ceux de l'armée blanche, commençaient à s'éteindre. Le Ferghana fut la seule zone où les combats perdurèrent encore quelques années. C'est ainsi que se

15. Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 394-395.

16. Pendant ce temps, dans le Ferghana, se déroulaient les tractations entre les Soviétiques et Madamin Bek qui, s'étant allié aux colons de l'« armée paysanne » de Monstrov, s'était rebellé contre le décret sur le monopole d'État sur le blé (Buttino, *op. cit.*, p. 395).

17. RGASPI (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii — Archives d'État de Russie d'histoire politique et sociale), 5/1/2920/61-63, « Postanovlenie 3-oj Črezvičajnoj konferencii musulmanskoj organizacii R.K.P. », *Izvestija*, n° 63, 05.02.1920.

créèrent les conditions de la reprise en main par le centre et d'une marginalisation des « communistes musulmans » de Tachkent. L'arrivée de Frunze et de l'Armée rouge priva les communistes locaux d'une grande part de leur marge de manœuvre politique, déplaçant l'équilibre politique en faveur de la Turkomissija. Comme l'écrivit plus tard Ryskulov à Lenin : « Une fois entré au Turkestan, Frunze donnait de fait des ordres à tous »¹⁸. Une de ses premières actions fut d'exiger la révocation de la proclamation faite un mois auparavant, des instaurations du « Parti des peuples turcs » et de la « République turcique »¹⁹. À Moscou, les bolcheviks étaient conscients de la faiblesse des « communistes musulmans ». Dans un rapport à Lenin d'avril 1920, Frunze écrit qu'au Turkestan, les « cercles musulmans »,

malgré leur [...] agressivité nationaliste, sont un groupe très faible qui, de fait, est conscient de sa propre faiblesse. De son caractère communiste on ne peut naturellement parler qu'en forçant extrêmement le trait. À part quelques individus politiquement insignifiants, le groupe est formé d'éléments clairement non communistes, obligés par des conditions objectives de s'enrôler sous la bannière communiste. De ce que j'ai pu observer, il me semble clair que leur poids politique est absolument négligeable : ils n'ont aucune emprise sur les masses — et en sont conscients. Pour cette raison, face à une décision prise par Moscou de façon ferme et intransigeante, ils abandonnent rapidement leurs positions et se conforment à celles du centre — avec quelle sincérité, c'est là une autre question.²⁰

Frunze ne mentionnait que deux personnalités qui se démarquaient des autres « communistes musulmans » : parmi les Ouzbeks, Tursunhodžaev, président du *krajkom* du Turkestan ; parmi les « Kirghiz », Ryskulov qui, selon Frunze, se distinguait particulièrement par son « intelligence, [...], une grande énergie et son caractère hors du commun »²¹.

C'est aussi grâce à la personnalité de Ryskulov que la situation, entre fin février et début mai 1920, resta de toute façon fluide. Comme Buttino l'a mis en évidence, le 28 février, six jours après l'arrivée de Frunze, Ryskulov signa un décret qui confirmait le monopole d'État sur le blé (adopté en juin 1919), mais seulement pour le blé produit par les colons slaves et cosaques, créant ainsi une discrimination fondamentale entre Slaves et Centrasiatiques. Peu de temps après, le 9 mars, fut par contre introduite la taxe en nature (*natural'naja hlebnaja povinnost'*) des cultivateurs centrasiatiques (dans le texte, il était fait mention de « districts à majorité musulmane »). Elle posait l'obligation de réserver, à prix fixe, entre 10 % et 40 %

18. RGASPI, 5/1/2920/48 16.06.1920, « Doklad dopolnitel'nyj Turkdelegacii (po delam Turkestana) lično tov. Leninu ».

19. Donald S. Carlisle, « Soviet Uzbekistan : State and Nation in Historical Perspective », in Beatrice F. Manz, ed., *Central Asia in Historical perspective*, Boulder, CO : Westview, 1994, p. 107.

20. Lettre de Frunze à Lenin « Sur la situation au Turkestan » (14.04.1920), conservée dans le fonds 461 du RGASPI et publiée dans Mihail V. Frunze, *Neizvestnoe i zabytoe. Publicistika, memuary, dokumenty, pis'ma*, M. : Nauka, 1991, p. 186-192, ici p. 189-190.

21. Frunze, *Neizvestnoe i zabytoe...*, p. 190.

de la récolte²². Buttino a souligné l'aspect particulier de la réforme : « les paysans russes étaient soumis aux politiques de réquisitions typiques du “communisme de guerre”, alors que les paysans musulmans se trouvaient déjà dans le cadre plus favorable de ce qui deviendra la “Nouvelle politique économique” (NEP) »²³, introduite dans l'ensemble du territoire soviétique seulement un an plus tard. Parallèlement, on stipulait que les Centrasiatiques devaient former leurs propres troupes militaires pour assurer les approvisionnements, mesure qui allait de pair avec les tentatives des « communistes musulmans » de former des unités armées sous leurs ordres. Au même moment, le Musbjuro proposait la création d'une « armée rouge musulmane » de 200 000 hommes. La proposition fut envoyée au VCIK à Moscou et à Lenin personnellement²⁴, mais elle ne fut suivie d'aucun effet.

Vers la réforme

Le mécanisme de prise de décisions qui aboutit à la réforme de la terre et de l'eau constitue un bon exemple de politique provenant d'une interaction entre centre et périphérie et ne peut être décrit de façon adéquate sur le simple modèle vertical. Gero Fedtke a en fait démontré que le programme de la réforme fut rédigé par les « communistes musulmans » en février 1920 (en particulier par le médecin kazakh Sandžar Asfendjarov qui avait été inclus dans le *krajkom* du Turkestan en janvier) ; ce n'est que dans un second temps que Moscou assumait vraiment cette politique. C'est lors de la séance du *krajkom* du 23 février 1920, au lendemain de l'entrée de Frunze à Tachkent, qu'Asfendjarov présenta les thèses sur la réforme de la terre. Ces thèses fixaient une norme sur la superficie de terres (*trudovaja norma*) pour les colons, et donnaient aux nomades l'ensemble des terres en excédent²⁵. En substance, le mécanisme de réquisition des terres qui, jusque-là, avait joué en faveur des colons devait s'inverser en faveur des Kazakhs et des Kirghiz.

Du reste, des projets de réformes agraires similaires figuraient déjà depuis longtemps au programme du parti kazakh Alaš Orda qui était passé de l'opposition à l'inféodation aux bolcheviks en novembre-décembre 1919²⁶. Après sa dissolution l'année suivante, certains de ses membres les plus influents avaient reçu des charges au sein de l'appareil soviétique. Au printemps 1920, un des fondateurs de l'Alaš Orda, Ahmet Baitursunov, écrivait dans une lettre à Lenin : « Le prolétariat

22. Les Européens qui vivaient dans ce district devaient eux aussi être soumis à ce type d'imposition pour éviter de créer des tensions entre communautés voisines.

23. Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 396.

24. Khalid, « Turkestan v 1917-1922 godah... », p. 216.

25. Gero Fedtke a eu la grande gentillesse de me faire lire le chapitre concernant la réforme de la terre et de l'eau en Semireč'ie de sa recherche encore en cours d'élaboration (Gero Fedtke, *Sowjetherrschaft an der Peripherie : Die Turkestanische Sowjetrepublik 1919-1924*, Dissertation, Humboldt-Universität Berlin).

26. Dina Amanžolova, *Kazahskij avtonomizm i Rossija. Istorija dviženija Alaš*, M. : Rossija Molodaja, 1994, p. 174-175.

de la nation russe, laquelle pendant des siècles a volé et opprimé les Kazakhs, doit faire la démonstration, en le prouvant par des faits concrets, qu'il est le libérateur des peuples opprimés et non leur nouveau patron qui veut continuer à les exploiter, en prenant la place des bureaucrates tsaristes »²⁷. La fin de la colonisation agricole des terres kazakhes figurait en priorité sur la liste des exigences de l'intelligentsia kazakhe.

Le 4 mars 1920, le TurkCIK promulgua un décret imposant la restitution à leurs précédents usagers des terres confisquées par le gouvernement tsariste comme mesure répressive de la révolte de 1916. Les colons qui s'y étaient implantés devaient être chassés. Dans le texte du décret, étaient explicitement mentionnées les *oblast'* de Samarkand et Ferghana²⁸, mais c'était au Semireč'e que la situation était la plus critique. À la fin de 1919, le TurkCIK avait émis un *prikaz* qui réintégraient les réfugiés de retour dans leurs pleins droits de citoyens soviétiques et amnistiait tous les délits commis par eux avant la fuite²⁹. Le flux de retour des réfugiés avait déjà commencé en 1917, et en 1918 probablement la majeure partie des Kazakhs et des Kirghiz réfugiés en territoire chinois était revenue au Semireč'e. Il restait cependant encore quelques milliers de réfugiés dans le Xinjiang et, surtout, les Kazakhs et les Kirghiz de retour étaient loin d'avoir repris leur activité pastorale normale. Ainsi, en 1920, la population kazakhe et kirghize commença à se réimplanter sur les terres de la région (d'après les données officielles, environ 10 000 personnes au cours de l'année). Le 30 mars 1920, Tachkent forma une Commission spéciale pour le retour des réfugiés au Semireč'e présidée par le Kirghiz Turakul Džanuzakov. La commission était chargée de gérer l'installation des réfugiés dans les lieux mêmes qu'ils avaient dû fuir trois ans auparavant. Le gouvernement s'engageait à restituer, en plus de la terre, les outils agricoles et le bétail dont ils avaient été spoliés³⁰.

Quelques jours auparavant, le 24 mars 1920, Moscou avait publié un statut de l'autonomie du Turkestan qui réduisait à néant les propositions des « communistes musulmans ». La définition des domaines de compétences du gouvernement de Tachkent formalisa la totale subordination au centre : le décret établit que Moscou contrôlerait directement « la défense, les relations extérieures, les chemins de fer, les postes et télégraphes et les finances... » ainsi que les autres branches de l'économie³¹. Quelques jours plus tard, lors du IX^e Congrès du Parti communiste à

27. A. Baitursunov, « Pis'mo tov. Leninu V. I. 17 maja 1920 g. » *Arhiv Prezidenta Respubliki Kazahstan* (APFK), 811/20/568/46-46ob, cit. in Mambet Koigeldiev, *The Alash Movement and the Soviet Government : A Difference of Positions*, in Uyama Tomohiko, ed., *Empire, Islam, and Politics in Central Eurasia*, Sapporo: Slavic Research Center, Hokkaido University, 2007, p. 160.

28. Il n'est pas précisé dans quelles autres *oblasti* la réforme serait appliquée. *Pravda*, Vernyj, 06.04.1920. Cit. in S. Džusupbekov, éd., *Alma-Ata v period oktjabrja i v gody graždanskoj vojny (1917-1920 gg.)*, *Letopis' sobytij*, Alma-Ata : KazObGosIzdatel'stvo, 1949, p. 315.

29. Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 387

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*, p. 402.

Moscou (29 mars-5 avril 1920), fut décidée la création de bureaux périphériques qui dépendraient des agents du Comité central. En avril furent créés les bureaux de la steppe kazakhe et celui du Turkestan (Turkbjuro)³².

Le 10 avril, le TurkCIK émit un *prikaz* interrompant, pour le seul Semireč'e, la restitution des terres qu'imposait le décret du 4 mars précédent. Le *prikaz* spécifiait que « durant les périodes du printemps et de l'été 1920 » la « répartition (*peredel*) des terres entre cultivateurs du Semireč'e comme elle avait été configurée en 1919 » se poursuivrait. Les seules exceptions concernaient les *uezdy* de Prževalsk et de Naryn et le *rajon* de Tokmak, où était concentrée une masse significative de Kirghiz de retour du Xinjiang. Pour ces districts, fut imposée l'application immédiate des mesures prises en mars. Pour les autres régions, l'application du décret devait débiter au moment des semailles automnales suivantes³³.

Pendant ce temps, la guerre civile prenait fin aussi au Semireč'e : le 27 mars 1920, franchissant le col gelé de Kara-Saryk (5 800 m), l'ataman cosaque Dutov (arrivé de la région de l'Oural) et les restes de son armée passèrent en Chine³⁴, suivis un mois plus tard par Annenkov et ses hommes³⁵. À Tachkent, Dmitrij A. Furmanov avait été nommé plénipotentiaire pour le Semireč'e du Soviet militaire révolutionnaire du front du Turkestan. Il arriva dans la région le 25 mars³⁶.

En mai, la Turkkommissija missionna à Moscou une délégation composée de Eliava, Rudzutak et Brojdo chargée de transmettre un rapport sur le travail accompli et de convenir avec Lenin des prochaines initiatives politiques à adopter au Turkestan. Ryskulov décida alors de constituer une délégation analogue du Musbjuro pour contrebalancer l'influence des délégués de la Turkkommissija sur le pouvoir central. La délégation, conduite par Ryskulov et dont faisaient aussi partie Nizametdin Hodžaev et Beh-Ivanov, partit pour Moscou en même temps que les membres de la Turkkommissija³⁷. Dans la capitale, Ryskulov, en plus de sa rencontre avec le chef des nationalistes bachkirs Zeki Velidi alors allié de Lenin, se fit le défenseur auprès du Politbjuro d'une plate-forme politique qui comprenait le trans-

32. En même temps que ceux de Sibérie, du Caucase, des Ourals et d'Extrême-Orient. Les *Bjura* de la Région sud-orientale et de la Région nord-occidentale seront ajoutés respectivement en mars et octobre 1921.

33. CGARUZ (Central'nyj gosudarstvennyj arhiv Respubliki Uzbekistana — Archives centrales d'État de la république d'Ouzbékistan), Tachkent, 1/686/3136313ob (10-04-1920), « TurkCIK : Prikaz a N° 274 po Semirečinskoj (sic) oblasti », portant la signature de Turar Ryskulov.

34. *Pravda*, Vernyj, 03.04.1920, cit. in Džusupbekov, *Alma-Ata v period oktjabrja...*, p. 321.

35. Annenkov retournera en URSS en 1926. Il fut jugé l'année suivante lors d'un procès à Semipalatinsk et condamné à être fusillé.

36. Pavel V. Kuprjanovskij, *Iskanija, bor'ba, tvorčestvo (put' D.A. Furmanova)*, Jaroslavl' : Verhne-Volž. kn. Izd., 1967, p. 245-275 ; Dmitrij A. Furmanov, *Sobranie sočinenij. Tom četvertyj : dnevniki, literaturnye zapisi, pis'ma*, M. : Hudožestvennaja literatura, 1961, p. 223-237.

37. GARF (Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii — Archives d'État de la Fédération de Russie) 5446/27/98/48 (28.12.1934), lettre de Turar Ryskulov à Stalin, Kaganovič et Kujbyšev sur leur propre activité politique passée, en relation avec les purges en cours dans les appareils de l'Asie centrale.

fert de toute l'autorité en Asie centrale au Comité central exécutif du Turkestan et l'abolition de la Turkkomissija. Il reprit en outre la proposition de créer des détachements militaires formés exclusivement de Centrasiatiques³⁸. Au mois de juin, Lenin et le Politburo rejetèrent les requêtes de Ryskulov qui fut également démis de ses fonctions à la tête du TurkCIK. La facilité avec laquelle le Kazakh fut exclu était symptomatique de la faiblesse et du manque d'enracinement des « communistes musulmans » que Frunze avait remarqués quelques mois auparavant. À partir d'août 1920, Ryskulov fut appelé à travailler au Commissariat pour les nationalités à Moscou. C'était lui rendre impossible toute action politique au Turkestan.

Dans l'ancienne colonie, pendant ce temps, l'application des mesures de « réquisition différenciée » se poursuivait. Le 9 juin 1920, le bureau des approvisionnements militaires (*voenno-prodovolstvennyj bjuro*) fut organisé à Vernyj : il était chargé de mettre en œuvre les décrets promulgués par Ryskulov en mars. Le jour suivant, le TurkCIK ordonna le transfert de la garnison de la ville, composée de paysans russes locaux donc non fiables pour accomplir les tâches de réquisition du blé (en 1920 le Semireč'e aurait dû fournir plus d'un quart du blé du Turkestan). La garnison devait être déplacée vers le Ferghana pour combattre la guérilla, mais la majeure partie des hommes (environ 4 000 soldats) se mutina dans la nuit du 12 juin, prit le contrôle de la forteresse de Vernyj et forma un Conseil conduit par le président du Comité citoyen du parti bolchevik et chef de la première section de la milice municipale, Georgij Češov. Parmi les chefs, se trouvaient le commandant de la forteresse, Aleksandr Ščukin, et Aleksandr Petrenko, ex-commandant des forces rouges sur le front du Semireč'e³⁹. Les révoltés parvinrent immédiatement à mobiliser les habitants des différents villages de la région où ils avaient parents et frères d'armes et commencèrent à former des détachements de paysans auxquels furent distribuées les armes de l'arsenal de la forteresse. Dmitrij Furmanov négocia avec les insurgés, leur promettant un partage du pouvoir dans la région, avant d'abandonner la ville en secret pour préparer une attaque avec des forces fraîches arrivées de Tachkent. Confrontés à cette situation, les insurgés se rendirent le 19 juin sans combattre. Parmi les chefs de la révolte, douze furent condamnés à être fusillés, tandis que l'organisation entière du parti bolchevik local était dissoute⁴⁰. Le soulèvement de Vernyj fut le dernier soubresaut du pouvoir des *novosely*

38. RGASPI, 79/1/814/1/1-5 (début 1920), lettre manuscrite de Ryskulov au chef de la commission pour le Turkestan, Kujbyšev, dans laquelle il plaidait la constitution d'une « armée rouge kirghize » au Semireč'e.

39. Les informations sur la révolte de Vernyj proviennent de documents du Tribunal militaire révolutionnaire du Turkestan, qui s'occupait du cas en août 1920 : GARF, R-1005/1/29/20-31 (août 1920), copie dans les George and Abby O'Neill Archives of the Communist Party of the Soviet State, Lamont Library, Harvard University.

40. Danijar Ašimbaev, Vitalij Hljupin, *Kazahstan : istorija vlasti. Opyt rekonstrukcii*, Almaty : Credos, 2008, p. 193. Dmitrij Furmanov (1891-1926), devenu un des écrivains les plus populaires sur la guerre civile dans les années 1920, surtout grâce à son roman *Čapaev* (1923) dédié au chef militaire bolchevik de l'Oural, transpose les événements de Vernyj dans son célèbre roman *Mjatež* [La Révolte], dont S. Timošenko tira un film éponyme en 1927.

« bolcheviks » dans la région. À partir de ce moment, le Semireč'e fut en effet contrôlé par Moscou et Tachkent. Tout de suite après, les réquisitions de blé et de bétail débutèrent. Le bétail n'était réquisitionné qu'auprès des Russes et des Centrasiatiques sédentaires ; il était acheté ou troqué aux Kirghiz.

À Moscou, l'exclusion de Ryskulov alla de pair avec l'aval officiel, de la part du centre, du projet de réforme agraire qui avait été l'un des principaux projets politiques des « communistes musulmans » qu'il avait conduits. Le 29 juin 1920, le Politbjuro émit une directive qui imposait la parité des droits d'accès à l'eau et à la terre entre populations autochtones et immigrées, décret qui se fondait largement sur les mesures prises au Turkestan au printemps⁴¹.

Pourtant, comme nous l'avons vu, la réforme avait été repoussée, concernant le Semireč'e, au mois d'avril, et, dans le décret, le politbjuro réaffirmait que les expulsions ne pouvaient avoir lieu au moment de la récolte. Ce n'est qu'en septembre, lors du V^e Congrès du Parti communiste du Turkestan et du IX^e Congrès des Soviets⁴² de la région que la décision d'appliquer la réforme agraire fut officiellement proclamée. Ce Congrès des Soviets, premier à être consacré principalement à la question agraire, ordonna par décret la liquidation de toutes les familles « de koulaks et de bays »⁴³, l'expulsion de tous les immigrés illégaux, la parité des droits d'accès à la terre et à l'eau entre populations immigrée et autochtone, et la fermeture du Turkestan à l'immigration⁴⁴. Le 12 décembre 1920, le Turkbjuro émit une directive selon laquelle le premier devoir des organisations du parti au Turkestan était la restitution à la population kazakhe et kirghize des terres soustraites après 1916⁴⁵. La référence aux bays, dans les délibérations du Parti communiste du Turkestan et du congrès des Soviets, introduisait un discriminant de classe — la réforme, en plus de la décolonisation, aurait dû permettre aussi d'exproprier les riches éleveurs centrasiatiques (comme nous le verrons, cet aspect resta en grande partie lettre morte).

Le centre de la réforme devait être le Semireč'e, mais elle devait s'étendre également aux autres zones du Turkestan concernées par la colonisation agricole européenne, les *oblasti* du Syr-Daria et de Ferghana. Le Comité central du PC du Turkestan envoya deux cents hommes de Tachkent pour appliquer ces mesures ; les membres du Comité central Lepa, Bilik, et Džandosov se dirigèrent vers le

41. Genis, « Deportacija russskih iz Turkestana... », p. 44.

42. Le Congrès des Soviets se tint à Tachkent du 19 au 25 septembre. Y participèrent 210 délégués dont 106 étaient centrasiatiques, *Izvestija*, Tachkent, 21.09-01.10.1920, cit. in Džusupbekov, *Alma-Ata v period oktjabrja...*, p. 368.

43. Bay (*Baj*) est un mot kazakh qui signifie « riche ». Il s'agissait des éleveurs riches et des personnes dotées d'autorité dans la société tribale kazakhe. Dans nombre de cas, le gouvernement soviétique employa ce terme comme équivalent du russe *kulak*, c'est-à-dire habitant des campagnes hostiles au régime.

44. Martin, *The Affirmative Action Empire...*, p. 60.

45. *Izvestija*, Tachkent, 12.12.1920, cit. in Džusupbekov, *Alma-Ata v period oktjabrja...*, p. 385. Le *Narkomzem* avait entre-temps émis deux *položeniya* sur la question, le 17.11 et le 14.12.1920 — cf. CGARUz, R-25/1/538/1-32 (01.04.1921), Relation du commissaire du peuple à l'agriculture lors du plenum du TurkCIK sur le déroulement de la réforme agraire.

Semireč'e, Tjurjakulov au Ferghana⁴⁶. Si, dans le Syr-Daria, la « réforme » fut appliquée plus tardivement qu'au Semireč'e, au Ferghana elle dut faire face à la guerre qui opposait encore l'Armée rouge aux formations de résistants armés⁴⁷ et, aussi et surtout, conséquence des combats, à la famine qui avait poussé en octobre 1921, d'après les estimations de la Commission extraordinaire du TurkCIK, environ 230 000 personnes au dessous du seuil de subsistance. Dans la vallée, plusieurs villages s'étaient vidés de leurs habitants, tués ou en fuite ; dans les villes, chaque jour des dizaines de cadavres jonchaient les rues. D'après les mêmes estimations, dans les seuls deux mois de septembre et octobre 1921, 65 000 habitants du Ferghana moururent des suites de la famine⁴⁸. La même commission estima par la suite qu'au cours des deux années 1921 et 1922, la famine avait porté un demi-million de personnes sous le seuil de subsistance⁴⁹.

Le Turkestan en 1920-1922 : famine, réfugiés et « basmačestvo »

En mars 1921, à Moscou, le X^e Congrès du Parti communiste avait décidé l'introduction de la NEP, qui arriva en Asie centrale un mois plus tard quand, le 20 avril 1921, le Comité central exécutif du Turkestan approuva un décret sur la « Conversion de la réquisition (*razverstka*) des produits alimentaires, du fourrage et des matières premières en taxe en nature »⁵⁰. Sur le papier, le changement fut significatif. D'après des données totalement incertaines et probablement sous-estimées, les réquisitions de 1920 auraient prélevé 21 millions de *pud* de blé aux cultivateurs du Turkestan⁵¹ ; la

46. R.Ja. Radžanova, éd., *Turkestan v načale XX veka : k istorii istokov nacional'noj nezavisimosti*, Tachkent : Šark, 2000, p. 443.

47. Durant l'été 1921, plus de deux cents formations armées combattaient au Ferghana — cf. RGVA (Rossijskij gosudarstvennyj voennyj arhiv — Archives militaires d'État de Russie) 278/4/493/6-15, cit. in Radžanova, 2000, p. 364 ; on estimait en septembre le nombre d'hommes en armes supérieur à 20 000 (RGVA 272/2/551-42, cit. in Andrea Graziosi, *La grande guerra contadina in Urss. Bolscevichi e contadini (1918-1933)*, Naples : Edizioni Scientifiche Italiane, 1998, p. 48n). Début 1923, le nombre des bandes n'avait pas changé mais celles-ci ne comptaient plus qu'environ 7 000 combattants. Un an plus tard, seuls 1 000 hommes étaient encore armés et organisés en une cinquantaine de formations, Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 378.

48. CGARUz, R-17/1/1197/18-21, cit. in Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 489.

49. CGARUz, R-17/1/93/168 (24.04.1923), « Doklad v CIK sovetov Turkespubliki Central'noj komissii po bor'be s posledstvijami goloda pri TurkCIKe ». Pendant ce mois, la commission parvint à fournir une assistance alimentaire à seulement 45 000 d'entre eux. C'est seulement fin 1924 que la situation au Ferghana pu être considérée comme quasi normalisée : la très grande majorité des bandes de *džigity* avait été désormais liquidée ; dans le même temps, on sortit de l'urgence alimentaire.

50. Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 451.

51. CGARUz, R-25/1/358/8, « Razverstka hlebnyh zlakov po ih rodam po Turkestanskoj respublike urožaja 1920 goda ». En 1920, les réquisitions de céréales dans l'ensemble du territoire soviétique dépassèrent 300 millions de *pud* (cf. Nicolas Werth, « Le pouvoir soviétique et la paysannerie dans les rapports de la police politique (1918-1929) », disponible en ligne à l'adresse : <http://www.ihp.cnr.fr/spip.php?article384&lang=fr>, dernier accès : 14.09.2008).

« taxe en nature » fut fixée pour 1921 à 12,5 millions de *pud*. Parallèlement, les prélèvements des produits de l'élevage et de fourrage se réduisirent de moitié⁵². Pourtant, les méthodes de réquisition de la période précédente, comme dans la plupart des autres régions sous le contrôle de Moscou, continuèrent à être pratiquées pendant au moins un an encore, jusqu'à la récolte de 1922⁵³.

En outre, un nouveau flux de réfugiés qui fuyaient la famine dont l'épicentre se situait dans la région de la Volga se déversa au Turkestan. Les réfugiés arrivaient en train au nœud ferroviaire principal, Tachkent, d'où ils étaient ensuite redirigés dans les campagnes où ils s'installaient dans les villages. Le chef du Narkomzem, Asfendjarov, avait établi le 25 juillet 1921 que le Turkestan serait prêt à accueillir 220 000 de ces réfugiés, mais que, « étant donné le mode de vie différent des Russes et des musulmans et que les réfugiés devront être installés dans les *kišlak* »⁵⁴, la moitié d'entre eux devait être constituée de « musulmans ». Les musulmans qui vivaient dans les zones touchées par la famine étaient tatars et bachkirs de la région de la Volga et kazakhs de la steppe. En plus de l'extrême difficulté d'intégrer les réfugiés russes dans des campagnes pacifiées depuis peu, il est probable que les dirigeants de Tachkent voulurent éviter que l'évacuation des réfugiés puisse se transformer en un courant migratoire de paysans slaves, qui représentaient la majorité des près de 1,5 million de personnes considérées officiellement comme réfugiées pour cause de famine⁵⁵. Deux jours plus tard, le 27 juillet, la commission du Comité central du Parti communiste du Turkestan créée pour gérer le problème des réfugiés se réunit pour la première fois. Outre Asfendjarov, elle comprenait aussi Georgij Safarov et Kadyncev. La commission abaissa à 200 000 le nombre de réfugiés de la région de la Volga qu'il était possible d'installer au Turkestan. Elle réaffirma que la moitié devrait être musulmane et souligna que les réfugiés devraient retourner dans les régions d'origine au printemps suivant. Sur proposition de Safarov, le Ferghana et le Semireč'e furent exclus de la liste des régions qui pouvaient accueillir les réfugiés⁵⁶, même si quelques jours après la Direction pour la réorganisation agricole (*zemeustrojstvo*) autorisait des groupes de paysans à émigrer du Caucase du Nord au Semireč'e, suscitant les protestations des autorités du Turkestan. En août, les réfugiés commençaient déjà à arriver⁵⁷. Leur concentration était initialement prévue à Tachkent, mais on avait perdu la

52. Les premiers passèrent de 3,3 à 1,6 million de *pud*, le second de 15,2 à 8,7 millions de *pud*. CGARUz, 25/1/1309/64, cit. in Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 451.

53. Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 451.

54. CGARUz, R-17/1/843/ 60-6àob (25.07.1921), délibéré du *Narkomzem* signé par Asfendjarov. *Kišlak* est le terme qui désigne les villages d'agriculture sédentaire en Asie centrale.

55. Andrea Graziosi, *A New, Peculiar State. Explorations in Soviet History*, New York : Praeger, 2000, p. 101.

56. RGASPI, 122/1/151/1 (25.07.1921), žurnal zasedanija komissii. Cf. aussi la communication du TurkCIK d'octobre 1921, qui réaffirmait le chiffre de 200 000. GARF, 1318/18/11/176 (04.10.1921), « Telegramma Moskve (Turkpredsedatel'stvu) Zamsekreterarja TurCIKA ».

57. RGASPI, 122/1/151/2ob (13.08.1921), Protokol zasedanija komissii.

trace de quelques convois ferroviaires à Perovsk. Selon certains, on les avait fait continuer jusqu'à Samarkand⁵⁸.

D'après les données de la Commission contre la famine et de celle pour les évacués (*Centrevak*), plus de 150 000 réfugiés étaient présents au Turkestan début 1922, provenant pour la plupart de la « République kirghize » (la future région du centre-nord du Kazakhstan)⁵⁹. La relation d'un envoyé de Moscou délégué à Tachkent afin d'examiner le travail des organes d'évacuation, décrivait ainsi les conditions des réfugiés en janvier-février 1922 :

La majeure partie de ceux qui sont arrivés dans les *krai* du Turkestan est constituée de personnes souffrant de la faim et provenant des *krai* de Kirghizie [Kazakhstan] [...]⁶⁰. La situation est telle, qu'étant donné l'absence d'une organisation sanitaire minimale, aussi bien pendant le voyage en train qu'à Tachkent, étant donné le manque de locaux, de linge et de tout ce qui est nécessaire à l'assistance sanitaire, étant donné aussi l'absence d'un plan d'État de répartition sur le territoire des réfugiés, seuls 50 000 d'entre eux sont arrivés de façon organisée. Les autres (plus de 100 000), de façon spontanée, se sont répartis dans les *kišlaki*, sales et dépourvus de vêtements. Tout cela a pour conséquence qu'on compte parmi eux un grand nombre atteint de typhus pétéchial et abdominal [...]. Sur la voie ferrée de Tachkent, qui se trouve dans un état de désorganisation totale, les convois de réfugiés sont arrêtés pendant des mois ; en ce moment, rien qu'à Tachkent, se trouvent 900 wagons occupés par des réfugiés affamés. Les corps des morts sont jetés çà et là, tout le parcours de la voie ferrée et les alentours de la gare de Tachkent sont parsemés de cadavres. Les enfants restent des mois dans les « trains sanitaires » et, pour leur répartition sur le territoire, il manque aussi des locaux, du linge, des aliments gras, de la viande, du sucre, de l'argent.⁶¹

Un an plus tard, en avril 1923, il restait encore officiellement 23 000 réfugiés adultes et 12 000 enfants abandonnés (*bezprizornye*)⁶² dans la région. Le nombre

58. RGASPI, 122/1/151/2 (13.08.1921), Protokol zasedanija komissii.

59. CGARUz, R-621/1/56/30 (02.03.1922), lettre au « NačCentrEvaka tov. Popovu ». La grande famine qui avait frappé les régions de la Volga s'étendait aussi au Kazakhstan. Les régions touchées par la famine de 1921-1922 furent les régions nord-occidentales (les provinces de Bukeev, Kustanaj, Aktjubinsk, Orenburg et l'*uezd* des Adaev), peuplées de près de 2,7 millions de personnes, dont 1,5 million étaient enregistrées comme souffrant de la faim (donnée d'octobre 1921, « Rapport de la commission centrale pour l'aide aux affamés sur les causes de la faim », 30.04.1922, in K Karažanov, A. Takenov, éds, *Novejšaja istorija Kazahstana : sbornik dokumentov i materialov*, t. I (1917-1939 gg.), Almaty : Sanat, 1998, p. 149).

60. Le nombre de Kazakhs et de paysans slaves parmi ceux-ci est mal connu. Il se peut qu'une partie des réfugiés qui se déversa au Turkestan ait été composée de paysans slaves arrivés dans la région des steppes après avoir fui les zones centrales de la Russie. En 1921, environ 46 000 paysans fuyant les districts sud-orientaux de la Russie se déversèrent en « République kirghize » (Šotbakova, 1995, p. 30), suscitant les protestations des communistes kazakhs (cf. la relation du communiste kazakh Sadvokasov, in Karažanov, *Novejšaja istorija Kazahstana...*).

61. CGARUz, R-621/1/56/30 (02.03.1922), Lettre au « NačCentrEvaka tov. Popovu ». Le rédacteur de la lettre était arrivé à Tachkent le 30.12.1921.

62. CGARUz, R-17/1/93/168 (24.04.1923), « Doklad v CIK Sovetov Turkrespubliki Central'noj komissii po bor'be s posledstvijami goloda pri TurCIKe ».

réel était probablement plus élevé : quatre ans plus tard, on comptait, pour la seule Kirghizie, environ 20 000 personnes qui avaient fui six ans auparavant la Sibérie, l'Ukraine et le Caucase du Nord⁶³.

Comme nous l'avons déjà relevé cependant, la famine à ce moment-là ne frappait pas seulement la Russie centrale et les régions des steppes, mais aussi le Turkestan même. Toujours en avril 1923, en plus des centaines de milliers d'affamés déjà évoqués dans le Ferghana, on signalait des foyers de famine localisés dans l'*oblast'* de Samarkand (30 000 affamés dans les *uezdy* de Džizak et Ura-Tjube), plus quelques milliers dans l'*oblast'* turkmène et dans le Džetysu (11 000 au total dans les deux régions). Il y avait de plus les milliers de Kirghiz et de Kazakhs qui revenaient de Chine au Semireč'e/Džetysu « dans la condition de vanu-pieds miséreux et affamés »⁶⁴. La Commission s'attendait à une propagation de la faim pendant l'été, période précédant la récolte qui, traditionnellement, était, du point de vue alimentaire, la plus difficile.

La réforme de la terre et de l'eau

La réforme, qui prévoyait l'expulsion de milliers de cultivateurs de la principale région productrice de blé au Turkestan (avec une baisse prévisible de la production céréalière), fut donc appliquée pendant une période de famine aussi bien en Russie centrale que dans de nombreuses autres régions d'Asie centrale. Ce fait eut probablement des conséquences sur la durée de la mise en place de la réforme, mais cela démontra surtout l'absolue centralité des motivations politiques dans son application. La mesure fut présentée avec l'emploi conjugué des discours politiques légitimes au Turkestan soviétique : révolution, modernisation et décolonisation. Révolution : les riches éleveurs et agriculteurs centrasiatiques devaient être expropriés et céder l'avantage aux pauvres ; modernisation : la réforme signifiait la rationalisation de l'exploitation du territoire (le terme russe *zemleustrojstvo* recouvre avant tout ce sens) et, surtout, parce que selon la propagande, un des buts de la réforme était de fournir des terres pour « sédentariser » la population nomade ; décolonisation : l'inégalité de la répartition des terres au profit des colons cosaques et des paysans devait être définitivement abolie. Parmi ces trois lignes directrices, la première et la troisième comportaient l'usage de la force et, comme nous allons le voir, seule la troisième fut appliquée avec une certaine efficacité.

63. GARF, 3260/112/31/2 (mai 1927), « Dokladnaja zapiska predsedatelja Komissii po uregulirovanju zemel'nyh otnošenij meždu kirgizskim i evropejskim naseleniem Kirgizskoj ASSR ».

64. « [...] v razzorennom, niščeskom, golodnom sostojanii », CGARUz, R-17/1/93/168-169 (24.04.1923), « Doklad v CIK Sovetov Turkrespubliki Central'noj komissii po bor'be s posledstvijami goloda pri TurCIKe ».

Réformes « décolonisatrices » dans la région des steppes et le Caucase du Nord

Des politiques théoriquement analogues à celle mise en œuvre au Semireč'e furent appliquées également dans d'autres zones périphériques de la Russie soviétique habitées par des éleveurs autochtones et des colons slaves. Dans l'ex-gouvernement des steppes, devenu République kirghize, les décrets du 2 février et du 9 avril 1921 restituèrent aux Kazakhs les parcelles libres des provinces de Semipalatinsk, d'Akmolinsk, de Turgaj et de l'Oural, en plus des terres aliénées par le gouvernement tsariste au profit des régiments cosaques de la Sibérie et de l'Oural. Le gouvernement de Semipalatinsk fut celui où le plus de terres passèrent aux mains des Kazakhs. Les terres « restituées » étaient dans ce cas celles de la colonisation cosaque aux abords du grand fleuve Irtych qui, au XVIII^e siècle, avaient marqué le *limes* méridional des terres soumises à la domination du tsar dans la steppe. Dans la seconde moitié du siècle, la colonisation débuta pourtant aussi dans les territoires au sud de la ligne cosaque de fortifications qui courait d'ouest en est, du fleuve Oural au fleuve Irtych. En 1765, un espace tampon entre la ligne d'implantation cosaque et la steppe kazakhe fut créé, bande large de dix verstes sur la rive gauche de l'Irtych, entre la ville d'Omsk et le confluent du fleuve avec le Bukhtarma⁶⁵. Il est fort probable que l'expropriation de 1921 fût à peine plus que la légitimation du statu quo qui s'installa après la guerre civile. Avant la guerre, bon nombre de Kazakhs louaient les terres aux Cosaques ; dans les années 1920-1921, après la défaite des Cosaques et leur abolition en tant que *soslovie*, ils se contentèrent d'en prendre possession. Sur la rive gauche du fleuve Oural, dans le nord-ouest de la Kirghizie (Kazakhstan), environ 204 000 déciatines furent distribuées aux Kazakhs, auxquelles s'ajoutèrent 57 000 déciatines de terres non occupées du fonds tsariste pour le *pereselenie*⁶⁶. Le processus dans cette région n'eut pas le caractère violent qu'on enregistra au Semireč'e⁶⁷. On ne peut à proprement parler de réforme terrienne ni dans la région des steppes, ni en Bachkirie, et il n'y eut aucune tentative de la part de l'État de se confronter aux paysans russes pour favoriser les éleveurs, comme ce fut par contre le cas au Turkestan. Dans la région des steppes, les communistes russes maintenaient un solide contrôle des institutions soviétiques, et les réquisitions et les pillages aveugles des Kazakhs se poursuivirent au moins

65. Virginia Martin, *Law and Custom in the Steppe, The Kazakhs of the Middle Horde and Russian Colonialism in the Nineteenth Century*, Richmond : Curzon, 2001, p. 62.

66. CGARK (Central'nyj gosudarstvennyj arhiv Respubliki Kazahstana — Archives centrales d'État de la République du Kazakhstan), Almaty, 74/4/1214/135, « O zemel'nih ostnošenijah v Kazahstane » (non daté, probablement de 1929).

67. Viktor P. Danilov, « Agrarnye reformy 20-h godov v respublikah sovetskogo vostoka », *Narody Azii i Afriki*, n° 6, 1972 ; Ljazzat S. _otbakova, *Nacional'nyj aspekt pereselenčeskoj politiki i korenizacii v Kazahstane v 1917-1941 gody*, dissertacija, M., Istoričeskij fakul'tet MGU, 1995, p. 54 ; Pavel Poljan, *Ne po svoej vole... Istorija i geografija prinuditel'nyh migracij v SSSR*, M. : O.G.I. - Memorial, 2001, p. 53-54. En 1919, dans la région de Don, les Cosaques avaient été les groupes sociaux qui, les premiers, avaient subi des déportations à grande échelle mises en œuvre par le gouvernement bolchevique. (cf. Peter Holquist, « 'Conduct Merciless, Mass Terror': Dekossackization on the Don, 1919 », *Cahiers du Monde russe*, 38 (1-2), 1997).

jusqu'en 1922⁶⁸. Timofej Sedel'nikov, ex-membre de la Première Douma et expert en matière agraire et de colonisation, soutenait que, dans ces régions, les politiques de réforme « n'étaient pas allées au-delà de quelques tentatives », et que ce que Sedel'nikov appelait « contre-colonisation » ne fut effectif qu'au seul Semireč'e⁶⁹.

Dans le Caucase du Nord, les politiques agraires furent majoritairement liées à celles de « décosaquisition » qui, précisément là, avec la région du Don, atteignirent les pics de plus grande violence⁷⁰. Au début de l'été 1920, après les combats entre cosaques et « montagnards » (*gorcy*)⁷¹ entre 1917 et les années de la guerre civile, les autorités soviétiques du Caucase du Nord commencèrent à mettre en œuvre des exécutions de masse et des déportations de cosaques, en même temps qu'une confiscation plus générale de leurs terres, redistribuées aux populations autochtones caucasiennes⁷². Les mesures furent prises à l'initiative des bolcheviks locaux et non imposées par les directives de Moscou : en témoigne un télégramme envoyé par Lenin au Comité régional révolutionnaire du Terek à Vladikavkaz fin juin, qui imposait d'arrêter les confiscations de terres et les déportations et de communiquer les raisons de cette politique⁷³. Là encore, comme au Turkestan, l'initiative était partie de la base. Ce n'est qu'à partir du début de l'année suivante que le Kremlin donna son aval officiel aux expulsions. Entre 1921 et 1922, de nombreuses implantations de Cosaques du Terek furent liquidées et leurs terres attribuées aux Tchétchènes, aux

68. Voir le récit du communiste kazakh, S. Sadvokasov, envoyé à Moscou en décembre 1921 pour dénoncer les violences de l'administration soviétique, composée majoritairement de Russes, envers la population kazakhe dans les provinces de la steppe septentrionale (le récit est rapporté dans le recueil de documents de Karažanov et Takenov, *Novejšaja istorija Kazahstana...*, p. 163-173). Les violences étaient liées surtout aux approvisionnements de blé et s'accompagnaient de réquisitions aveugles de yourtes et de bétail. C'est à Semipalatinsk et Akmolinsk que Sadvokasov recueillit le plus de matériaux. Ainsi concluait-il : « Je suis conscient du fait que pour la politique des approvisionnements, les paysans russes ont dû souffrir de façon non négligeable. La question concerne uniquement le degré d'actes de cruauté dans l'application d'un même décret dans des lieux différents » (*Ibid.*, p. 167). Cf. aussi CGARUz R-17/1/277/397-3978ob (24.11.1921), document sur les spoliations subies par les Kazakhs du Turkestan dans la République kirghize pendant les déplacements nomades annuels qui les portaient vers les régions septentrionales de la steppe, en provenance du Syr-Daria et du Semireč'e.

69. GARF 3260/4/46/153 (1923), Doklad tov. Sedel'nikova.

70. Sur la « décosaquisition » voir Holquist, « 'Conduct Merciless, Mass Terror'... » et *Making War, Forging Revolution...*

71. Au début des années 1920, on appelait *gorcy* ceux qui appartenaient aux sept populations autochtones du Caucase du Nord : Tchétchènes, Ingouches, Ossètes, Balkares, Adyghes, Kabardes, Karatchaï, (*Rezolucija X s'ezd R.K.P. Ob očerednyh zadačah partii v nacional'nom voprose*, rapporté dans Safarov, *Kolonial'naja revoljucija...*, p. 227). À partir de juin 1921, ceux-ci étaient rassemblés dans le territoire dénommé, « République socialiste soviétique autonome des Montagnards [du Caucase] » (*Gorskaja ASSR*).

72. Cf. V.L. Genis, « Razkazadživanie v Sovetskoj Rossii », *Voprosy Istorii*, n° 1, 1994, p. 42-55.

73. Le télégramme de Lenin (qui porte aussi la signature du commissaire à l'agriculture, S.P. Sereda) au Comité régional révolutionnaire du Terek daté du 25-30.06.1920 est rapporté dans Richard Pipes, éd., *The Unknown Lenin. From the Secret Archive*, New Haven CT-Londres : Yale University Press, 1996, p. 84-85 et dans Vladimir I. Lenin, *Neizvestnye dokumenty. 1891-1922*, M. : ROSSPEN, 1999, p. 350. La mesure concernait les *stanicy* Tarskaja, Sunženskaja et Voroncovo-Daškovskaja.

Ingouches et aux Ossètes⁷⁴. En avril 1921, la conférence du Parti bolchevik de la république des Montagnards du Caucase (Gorskaja ASSR) statuait que la question agraire ne pouvait être résolue que par l'expulsion des cosaques de la région⁷⁵. Dans la seule Kabardie, de mars à mai 1921, 135 000 déciatines de terres furent libérées et il y était prévu l'implantation de 20 000 réfugiés d'Ossétie du Sud et de 40 000 « montagnards » caucasiens (on ne sait pas bien quelle quantité de cette terre « libérée » fut réquisitionnée après la mort ou la fuite des propriétaires)⁷⁶. Quoi qu'il en soit, on peut déduire d'un récit compilé plus tard par le Comité fédéral pour la terre de la RSFSR que ce n'est qu'en Tchétchénie que fut appliquée véritablement une politique d'expulsion des colons agricoles slaves. En tout, 3 588 familles (soit environ 18 000 personnes) furent expulsées en 1921-1922⁷⁷. La terre ainsi réquisitionnée (équivalant à près de 59 000 déciatines⁷⁸) fut attribuée à 12 116 familles tchéchénes, soit environ 60 000 personnes⁷⁹.

La phase « d'assaut » de la réforme : hiver-printemps 1921

Pendant ce temps, au Semireč'e, le processus de réappropriation de la terre par les Kazakhs et les Kirghiz avait commencé avant le début officiel de la réforme, profitant de la disparition d'une partie de la population cosaque et slave, victimes des combats de la guerre civile. Un cas de ce genre est attesté par la demande de 110 familles de Kazakhs adressée à l'administration des *oblasti* du Semireč'e. Au début du mois de janvier 1921, les chefs de famille signèrent la requête (en suivant un modèle qui avait été rodé dans les processus de sédentarisation pendant la période tsariste), afin que l'administration légalise la possession des terres occupées par eux dans les zones de Kujandy et d'Itčoke, où ils s'étaient rassemblés pendant la famine de 1917. Ils écrivaient⁸⁰ :

74. T. Martin, *The Affirmative Action Empire...*, p. 60-61 ; N.F. Bugaj, A.M. Gonov, *Kavkaz. Narody v ešeloh : 20-60-e gody*, M. : Insan, 1998.

75. « Rešenija pervoj Gorskoi oblastnoj konferencii RKP (b) » (04.1921), in N.F. Bugaj, A.M. Gonov, éds., *Kazačestvo Rossii. Istoriko-pravovoj aspekt : dokumenty, fakty, kommentarii, 1917-1940 gg.*, Nal'čik : El'-Fa, 1999, p. 156.

76. « Dokladnaja zapiska Ispolkoma Vladikavkazskago (osetinskogo) Okruga » (08.03.1921), in Bugaj, Gonov, *Kazačestvo Rossii...*, p. 157-159.

77. GARF, 3 260/4/70/4 (04.07.1924), « Svedenija o čisle likvidirovannyh samovol'českikh poselkov v avtonomnyh respublikah i oblastjah, predstavlennye v FKZ soglasno cirkuljarnogo otnošenija FKZ ot 4 ijulja 1924 g. za N° 456 ».

78. Le nombre reporté dans le document, que la précision à la demie déciatine près rend très suspect, est de 58 796,5.

79. GARF, 3 260/4/70/37ob-38, « Svedenija o raspredelenii zemel', postupivših v zemfond v resul'tate zemel'noj reformy. 1921 i 1922 gg. ».

80. En fait, les références internes au texte font penser que celui-ci a été écrit par un individu étranger à la vie pastorale. En se fondant sur le fait que les Kazakhs demandèrent que les habitants tatars d'un village aient le droit d'y rester (« pour leur enseigner le mode de vie sédentaire » !), on peut émettre l'hypothèse qu'il s'agit d'un Tatar alphabétisé qui a convenu du contenu de la demande avec les chefs de familles kazakhs.

Jusqu'en 1917, nous avons pratiqué exclusivement l'élevage de bétail et les déplacements nomades, en arrivant à survivre, mais la famine de 1917 a tué tout notre bétail et c'est pour cela que nous avons abandonné l'élevage et les transhumances nomades. Après quoi nous nous sommes trouvés dans une situation de pauvreté absolue. Pour sauver nos familles de la faim, nous sommes arrivés dans la *volost'* de Lugar dans les zones de Kujandy et d'Itçoke, et nous avons commencé à y vivre. À présent, notre intention est de travailler seulement comme agriculteurs, de cultiver le blé et non de nous occuper de l'élevage, puisque notre vie nomade est finie et maintenant nous avons compris qu'on ne peut tirer aucune utilité de la vie nomade. Après le changement de pouvoir [*perevorot*] de 1918, nous avons commencé à faire des pétitions afin que nous soient attribuées les zones de Kujandy et d'Itçoke, même si elles appartenaient aux Cosaques depuis 1910 [...]. Nous demandons à nouveau que cette zone nous soit attribuée, même si, depuis 1910, une partie de la terre appartenait à la *stanica* de Petropavlovsk, puisqu'avant 1910 ces terres nous appartenaient. [...] Nous désirons maintenant nous établir dans cette zone, et passer à la vie sédentaire. Auparavant nous étions éleveurs et nous déplaçons au hasard avec le bétail [*kuda popalos' tuda kočevali*], nous n'avions aucune idée de ce qu'est la sédentarité.⁸¹

Lors de la réforme suivante également, les procédures concrètes qui permirent d'attribuer des terres aux Kazakhs et aux Kirghiz se conformaient au schéma des procédures bureaucratiques de « sédentarisation » en vigueur avant la révolution. Pendant la période tsariste (en particulier dans les quinze premières années du xx^e siècle), un ou plusieurs aouls d'éleveurs (surtout ceux qui vivaient dans les zones à haute densité de colonisation) faisaient des demandes officielles aux autorités pour bénéficier de la loi sur les communautés sédentaires, afin de pouvoir s'établir sur de meilleurs terrains ou de préserver ceux qu'ils exploitaient. Dans un document officiel, les chefs de famille d'une communauté (un ou plusieurs aouls) demandaient que leur soit attribuée la terre d'une localité donnée⁸².

Conforté par ce mouvement venu de la base, le déplacement pur et simple des villages slaves commença. Le décret, émis le 4 février 1921 par le Comité révolutionnaire de la région et qui sanctionna le début effectif de la réforme de la terre et de l'eau au Semireč'e reprenait certains points des décisions de septembre 1920 : les terres réquisitionnées ou occupées pendant la période 1916-1920 devaient être restituées à la population locale et, en outre, les parcours suivis chaque année par les éleveurs nomades devaient être dégagés d'éventuels obstacles (champs cultivés, maisons construites par les colons depuis moins de quatre ans⁸³). Cette mesure

81. GAAO (Gosudarstvennyj arhiv Almatynskoj Oblasti — Archives d'État de l'oblast' d'Alma-Ata), 136/1/539a/112-112ob (07.01.1921). Le style de la pétition, en particulier la phrase sur le nomadisme, trahit la main du rédacteur qui avait matériellement écrit la supplique pour le compte du groupe de familles kazakhes, très probablement un individu étranger à la vie pastorale.

82. Le *delo* cité dans la note précédente contient de nombreux autres documents analogues, datant tous de 1921.

83. Grigorij F. Dahšlejger, éd., *Socialističeskoe stroitel' stvo v Kazahstane v vosstanovitel' nyj period (1921-1925 gg.)*. *Sbornik dokumentov i materialov*, Alma-Ata: Izdatel' stvo Akademii Nauk Kazahskoj SSR, 1962, document 192, p. 280-284.



Photo 2. Jur'evka (région de Pišpek, Kirghizie, 1925). Vue générale de la voie secondaire du village. Certaines maisons furent détruites pendant la révolte kirghize de 1916.

La majorité d'entre elles fut démantelée par les paysans slaves en 1922 après que leur fut notifiée l'obligation de quitter leur village à cause de la réforme de la terre et de l'eau. RGASPI 17/85/105/80.



Photo 3. Vue générale de la voie centrale du village de Jur'evka (région de Pišpek, Kirghizie, 1925), entièrement détruite suite à l'expulsion des habitants lors de la réforme de la terre et de l'eau de 1922. RGASPI 17/85/105/88.

contredisait *ab origine* le soutien promis par la réforme à la « sédentarisation » des Kirghiz et des Kazakhs.

La réforme intervint également dans un contexte symbolique de mesures de « décolonisation » telle que l'abrogation des noms russes des villes et du Semireč'e même, auquel fut substitué le nom de Džetysu (traduction littérale kazakhe du nom russe Semireč'e, « sept fleuves »). Le 14 mars 1921, le chef-lieu régional perdit le nom tsariste de Vernyj pour celui, kazakh, d'Alma-Ata. En juin suivant, la petite ville de Prževalsk⁸⁴, à l'Est de l'Issyk-Kul', fut rebaptisée du nom kirghiz de Karakol. Dans certains cas, les symboles de la colonisation russe furent détruits : le 8 juin 1921, à Uzunagač, le jour de la fête de l'organisation des paysans pauvres centrasiatiques, l'union des *Košči*, le programme de la fête prévoyait, outre les discours publics et les jeux traditionnels, la destruction soit du monument érigé par le gouvernement tsariste en mémoire de la victoire militaire sur le khanat de Kokand, soit de la chapelle qui s'élevait à côté de la fosse commune des soldats russes morts au combat⁸⁵.

D'une manière générale, l'application de la réforme connut deux phases, la première, dite d'assaut (*udarnaja*), au printemps 1921 ; la seconde, moins violente et plus lente dura de l'été 1921 à l'été suivant. Les zones où les violences liées à la révolte de 1916 avaient été les plus importantes furent celles où la réforme fut appliquée immédiatement et fermement. Ces districts furent appelés « districts d'assaut » (*udarnye uezdy*)⁸⁶ : Karakol, Pišpek et Alma-Ata⁸⁷. Les plans d'expulsion initiaux prévoyaient le déplacement de 6 000 familles, soit environ 35 000 personnes⁸⁸. Comme nous le savons, l'*uezd* de Karakol avait été celui où s'était concentrée la violence des Kirghiz en 1916, et celui qu'avait fui le plus grand nombre de nomades et où ils étaient désormais en grande partie revenus. Ces trois *uezdy* avaient été ceux où la colonisation agricole russe avait été la plus intense avant-guerre. Dans l'*uezd* de Karakol, en novembre 1920 déjà, près de 50 000 Kirghiz étaient revenus de Chine. Un mois plus tard, la commission instituée pour l'assistance aux réfugiés de l'*uezd* estimait qu'il en restait encore à peu

84. Prževalskij est le nom de l'explorateur russe qui, dans les dernières décennies du XIX^e siècle, voyagea assidûment dans cette région, pénétrant plusieurs fois en Chine occidentale. D'après David Shimmelpenninck Van der Oye (*Toward the Rising Sun : Russian Ideologies of Empire and the Path to War with Japan*, DeKalb : Northern Illinois University Press, 2001, p. 24-41), Prževalskij, pétri de préjugés racistes contre les Centrasiatiques, prônait au sein de la classe dirigeante un colonialisme agressif de « conquistador ».

85. Larisa Timofeeva, *Istorija Russkoj pravoslavnoj cerkvi na territorii Semireč'ja (vtoraja polovina XIX veka-XX vek)*, kandidatskaja dissertacija, Kazahskij nacional'nyj pedagogičeskij universitet imeni Abaja, Almaty, 2007, p. 64.

86. GAAO, 136/1/536/142, « Otčet po oblastnomu otdelu zemledelja za period s 1-go marta do 1-go aprelja 1921 goda » (avril 1921) ; RGASPI, 122/1/156/10, « Stenogramma doklada tov. Rudzutaka o Semirečenskoj oblasti », 14.06.1921.

87. La majeure partie des techniciens chargés de mener à bien la réorganisation agricole vivait dans ces trois *uezdy*. Sur 45 agronomes au total mobilisés pour la campagne, 41 au moins furent envoyés dans les trois *uezdy* mentionnés.

88. CGARUz, R-17/1/843/95 (janvier 1921), dispositions sur l'expulsion des paysans.

près 20 000 dans le Xinjiang sur le point de revenir⁸⁹. Comme le nombre de réfugiés de retour dans l'uezd de Karakol représentait quasiment la moitié de l'ensemble des réfugiés en Chine, la région eut la priorité dans le processus de déplacement des paysans slaves. Le 1^{er} avril 1921, dans l'uezd de Karakol, les mesures d'expulsion des paysans avaient abouti à l'évacuation de 14 villages (plus de 800 familles, près de 4 500 personnes), et à la libération de 25 000 déciatines de terres⁹⁰. Le 5 avril, les réfugiés de retour étaient déjà installés sur ces terrains : 1 578 familles kirghizes (un peu moins de 8 000 personnes) furent installées dans les maisons⁹¹ évacuées et vingt « points sédentaires » (*osedlye punkty*) furent mis en place. En plus de la mobilisation des communistes locaux, trente militaires membres du parti et neuf agronomes avaient été envoyés de Tachkent pour appliquer la réforme⁹².

Les travaux avaient débuté de façon plus lente dans les *uezdy* de Pišpek et Alma-Ata, car les meilleurs hommes disponibles avaient été envoyés à Karakol où la situation était potentiellement plus dangereuse. Dans l'uezd de Pišpek, les contrastes entre les différentes tribus rendaient difficile la tâche de réimplantation des Kirghiz⁹³. Autour de Pišpek, trente-trois villages de *samovolcy*, plus divers *hutora*, avaient été désignés pour être expulsés en bloc (au total 2 095 familles, 10 000 personnes). En mars 1921, 1 200 familles de 17 villages étaient expulsées. Un télégramme du 29 mars provenant de Pišpek adressé à Alma-Ata signalait que dans l'uezd de Pišpek aussi, comme dans celui de Karakol, les expulsions seraient achevées le 1^{er} avril⁹⁴. Les terres libérées dans l'uezd n'étaient de toute façon pas automatiquement octroyées aux Kirghiz ; leur attribution était subordonnée à l'élaboration d'un plan général de passage des Kirghiz à la vie sédentaire, à appliquer au cours des années suivantes⁹⁵.

Dans l'uezd d'Alma-Ata les travaux avançaient à un rythme encore plus lent. Là encore, en de nombreux points, les expulsions avaient lieu en même temps que l'implantation des Kazakhs de retour. Dans le village de Karkaly, 22 familles de paysans furent expulsées et 40 familles de Kazakhs implantées à leur place⁹⁶. Dans

89. GAAO, 136/27/21/1-5 (11.12.1920), « Iz ankety Karakol'skogo uzemotdela o sostojanii sel'skogo hozjajstva v uezde », in G.F. Dahšlejger, A.N. Nusupbekov, I.Z. Čumak, éds., *Sovetskoe stroitel'stvo v aulah i selah Semireč'ja. 1921-1925 gg. Sbornik dokumentov i materialov*, Alma-Ata : Kazahskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1957, p. 50-53.

90. GAAO, 136/1/536/141, « Otčet po oblastnomu otdelu zemledelja za period s 1-go marta do 1-go aprilja 1921 goda » (avril 1921).

91. Au total 2 165 constructions de divers types (« *domov, navesov, ambarov, ban'* ») furent expropriées. Environ 43 000 arbres fruitiers et autant de non fruitiers devinrent propriété des Kirghiz. Cf. GAAO, 136/1/536/141, « Otčet po oblastnomu otdelu zemledelja za period s 1-go marta do 1-go aprilja 1921 goda » (avril 1921).

92. *Ibid.*, 1. 142.

93. *Ibid.*, 1. 141ob,

94. *Ibid.*

95. *Ibid.*

96. *Ibid.*, 1. 142.



Photo 4. « Village de Jur'evka, dans l'okrug de Pišpek, dans la région autonome de Kirghizie (K.A.O.). Une des maisons de l'implantation, appartenant au citoyen Rogosin, détruite suite à la réforme de la terre [de 1921-1922]. À côté, une yourte kirghize sur la propriété du citoyen Lopatkin » (légende originale du fonds d'archives).
RGASPI 17/85/105/81.



Photo 5. Paysans slaves et kirghiz du village de Jur'evka, (région de Pišpek, Kirghizie) après l'arrivée de la commission « pour la régulation des relations entre nationalités ». L'homme au chapeau à visière marqué d'un signe blanc est le président de la commission spéciale, Serafimov. RGASPI 17/85/105/86. (1925).

cet *uezd*, 2 923 déciatines de terres furent libérées, sur lesquelles s'implantèrent 3 108 Kazakhs⁹⁷.

Dans les districts restants, où la réforme ne devait pas être appliquée avec une phase « d'assaut », les expulsions concernaient un faible nombre de villages. Dans l'*uezd* de Kopal', deux villages furent liquidés et 100 familles déplacées. Dans celui de Naryn, le plan prévoyait de concentrer tous les Russes en un seul village, mesure facilitée par l'absence quasi complète de colons, 38 familles seulement⁹⁸. Dans les *uezdy* de Lepsinsk et Džarkent, en raison du manque d'hommes, le travail était nettement moins avancé.

Parmi les envoyés du centre, Georgij Safarov, membre du Turkbjuro qui pouvait compter sur toute l'estime et la confiance de Lenin, fut le principal exécutant de la réforme⁹⁹. Appuyé par les communistes centrasiatiques auprès desquels il jouissait d'une grande popularité, Safarov soutint au X^e Congrès du parti de mars 1921 que le gouvernement devait encourager la différenciation de classes entre « musulmans », et que le développement du marché et la récolte de la taxe en nature ne pouvaient être effectués tant que ce processus ne serait pas mené à bien. Pour que la « différenciation de classes » entre Centrasiatiques soit effective, les paysans pauvres furent organisés dans l'Union (*Košči*) déjà évoquée (la version locale « nationale » des *kombedy*). Dans les intentions de ses fondateurs, l'Union des *Košči* avait pour but de recueillir les données afin d'établir les bases sociales des campagnes d'expropriation, en informant les commissions plénipotentiaires chargées de la réforme des particularités des villages, *hutora* et *zaimki* créés après 1916, ou situés sur les itinéraires du nomadisme, etc.¹⁰⁰ En fait, la formation des cellules locales de l'Union des *Košči* fut plutôt lente, et elle demeura, tout au long des années 1920, une organisation peu active et structurellement faible¹⁰¹.

Comme l'a montré Vladimir Genis, les expulsions des paysans se firent par des plénipotentiaires armés se déplaçant d'un village à l'autre. L'implantation des Kazakhs et des Kirghiz suivait de quelques jours l'expropriation. Safarov dirigea personnellement les opérations d'expulsion dans divers districts du Syr-Daria et du Semireč'e. En juin 1921, par exemple, il se rendit dans la région de Karakol avec le vice-président du TurkCIK, le Kazakh Sultanbek Hodžanov, et avec deux autres plénipotentiaires. Dans la ville de Karakol, il procéda à une série d'arrestations et,

97. Dans les données à notre disposition, on relève un rapport constant entre expulsés et implantés de 1 pour 2. On peut pourtant émettre l'hypothèse qu'en avril 1921, dans l'*uezd* d'Alma-Ata, environ 1 500 personnes furent expropriées.

98. *Ibid.*, t. 1. 142ob.

99. En cette même année 1921, Safarov publie le meilleur livre de l'époque soviétique sur la révolution au Turkestan : G. Safarov, *Kolonial'naja revoljucija (opyt Turkestana)*, Petrograd : Gosizdat, 1921 (réédité par la Society for Central Asian Studies, Oxford, 1985).

100. « Pis'mo ukomam sojuza "košč'i" ob organizacii sotrudničestva russkoj i kazahskoj bednoty v hode provedenija zemel'noj reformy v Semireč'i » (26.03.1922), in N. Buhonova, A.U. Džandosov *et al.*, éds., *Uraz Džandosov. Dokumenty i publicistika (1918-1937 gg.)* t.1, Almaty : Kazakhstan, 1999, p. 171.

101. *Ibid.*, p. 178.



Photo 6. Village de Ionovka, (région de Pišpek, Kirghizie, 1925). Maisons détruites des habitants slaves expulsés pendant la réforme de la terre et de l'eau de 1921-1922, occupées par les Kirghiz qui s'en servaient comme étables. La photo a été prise au moment du passage de la commission Serafimov dans le village (au premier plan, la voiture de la commission). RGASPI 17/85/105/87.

avec les chefs du comité révolutionnaire de la ville et de la Tchéka régionale, se dirigea vers le village de Pokrovskoe où un rassemblement fut organisé. Dans un discours enflammé, Safarov menaça les colons paysans, les traitant de « charognes colonisatrices » (*kolonizatorskaja svoloč'*) et déclarant qu'il fallait « les expédier avec Kolčak sur la lune »¹⁰². Après ce discours, Safarov se mit à recueillir les doléances des Kirghiz contre les paysans slaves : cette méthode permit l'arrestation de soixante à soixante-dix personnes, menacées d'être immédiatement fusillées. Du village de Pokrovskoe, Safarov et les hommes armés sous ses ordres se rendirent au village de Kol'covka où les paysans les plus influents furent arrêtés et soumis à de violents interrogatoires. Ces derniers se plaignaient d'avoir été coincés par les déclarations mensongères des riches Kirghiz qu'ils empêchaient de poursuivre leur activité de contrebande avec la Chine¹⁰³.

Jānis Ernestovič Rudzutak, ex-président du Turkbjuro, de la Turkkomissija et du Sovnarkom de la RSFSR, décrit la façon dont les mesures d'expulsion furent appliquées :

102. Cit. in Genis, « Deportacija russskih iz Turkestana... », p. 50.

103. *Ibid.*, p. 50-51.

L'expulsion des implantés russes a commencé sans aucun plan pour assurer leur réinstallation. Dans la majeure partie des cas, il leur fut notifié qu'ils avaient deux jours pour quitter le village et se diriger vers la province de Kaluga. Après avoir parcouru une centaine de verstes sur la route postale du Semireč'e, à pieds ou sur des bœufs, jusqu'à la première gare ferroviaire de Aulie-Ata, les colons, avec leurs parents et leurs meubles, une centaine de familles, ont dû vivre dans un camp dans la steppe, à ciel ouvert, parce qu'ils ne parvenaient pas à partir par le train.¹⁰⁴

Il était prévu initialement que les paysans expropriés abandonnent le Semireč'e¹⁰⁵ ; finalement, la grande majorité des expulsés ne quitta pourtant pas la région ou y revint après un bref laps de temps. Les colons expulsés des sites liquidés étaient installés dans des villages de vieux résidents (*starožily*)¹⁰⁶. Ainsi, en 1921, 198 familles slaves furent expulsées du village de Bogoslovskij (rebaptisé Kasyk), réparties ensuite entre les villages de vieux résidents de Uspenovskoe, Georgievskoe et Černorečenskoe¹⁰⁷. L'expulsion des paysans de la région fut en partie arrêtée par le même Rudzutak et autres dirigeants hostiles aux positions de Safarov. Rudzutak écrivait :

Après mon arrivée à Tachkent, j'ai réussi à obtenir le retour d'une part significative des paysans (lesquels n'étaient absolument pas koulaks) qui avaient été expulsés par des méthodes administratives : cela a apporté un peu de calme dans l'atmosphère tendue du Semireč'e [...].¹⁰⁸

Au départ, la réforme n'impliquait en aucune façon les déportations organisées qui devinrent la norme à partir des années 1930. À partir de l'été 1921, l'« expulsion » des paysans correspondit officiellement leur installation dans les villages russes qu'il n'était pas prévu de détruire¹⁰⁹. Dans l'uezd de Taldy-Kurgan, 1 298 familles furent

104. RGASPI, 2/1/20724/1, cit. in *ibid.*, p. 46. La lettre de Rudzutak est sûrement postérieure à août 1921.

105. CGARUz, R-17/1/843/48 (21.05.1921), communication du Narkomzem du Turkestan au TurkCIK.

106. GAAO, 136/1/536/146, « Proekt rjada praktičeskikh meroprijatij po ulučeniju položenija vyseleennyh samovol'cev i vseleennyh na ih mesto kirbatrakov i bednoty v Semirenčenskoj oblasti » (mai 1921).

107. GAAO, 136/1/1 339/68-68ob (1926). Dans le premier s'installèrent 53 familles, dans le second 130 et 15 dans le troisième.

108. RGASPI, 2/1/20724/1, cit. in Genis, « Deportacija russkih iz Turkestana... », p. 48.

109. Au contraire, Terry Martin écrit que les colons expulsés furent tous déportés au-delà des frontières du Kazakhstan et du Turkestan. Martin soutient que la réforme de la terre et de l'eau déboucha sur l'expulsion d'un nombre de colons estimé à un cinquième de la population totale slave (Russes, Ukrainiens, Cosaques) du Kazakhstan (en suivant les frontières de 1925). Cf. Terry Martin, « Stalinist Forced relocation Policies : Patterns, Causes, Consequences », in M. Weiner, S. Russell, eds., *Demography and National Security*, New York : Berghahn Books, 2001, p. 322, et Terry Martin, *The Affirmative Action Empire*, p. 60. En fait, les données sur la diminution de la population slave ne permettent pas la reconstitution des événements car on ne peut y distinguer les expulsés de ceux qui, à partir de 1921, fuirent la famine sévissant dans les régions septentrionales et occidentales du futur Kazakhstan. Il est de toute façon certain que la grande majorité des Slaves qui avaient quitté les

expulsées entre 1921 et 1922, dont 1 098 réinstallées (*zemleustrojennye*) dans la zone entre 1924 et 1926¹¹⁰. Sur les 746 familles expropriées en 1922 de l'*uezd* de Lepsinsk, quatre ans après, 328 vivaient dans les villages et les terrains de la même zone. Les 418 restantes attendaient le *zemleustrojstvo*, signe qu'elles ne s'étaient jamais éloignées, ou qu'elles étaient revenues dans l'*uezd* peu de temps après la conclusion de la réforme¹¹¹. Vers le 20 juillet 1922, l'OGPU décrivait que se confirmait « un retour en masse des colons expulsés précédemment » de l'*uezd* de Džarkent, qui réclamaient la restitution de leurs outils agricoles¹¹².

Pendant les expulsions, les villages créés après 1916 ne furent pas les seuls à être éliminés, des implantations de construction plus ancienne le furent aussi. Un paysan russe expulsé avec sa famille du village de Burgun' (*uezd* d'Alma-Ata), écrit quelque temps plus tard une lettre de protestation à la *Krest'janskaja gazeta*¹¹³. Le rédacteur de la missive, qui signe sarcastiquement « Petit-Bourgeois »¹¹⁴, dit avoir fondé le site de Burgun' en 1912, avec 49 autres familles qui se dédiaient principalement à la culture d'arbres fruitiers. Pendant la guerre civile, il avait combattu dans l'Armée rouge et était ensuite retourné au village. En 1922, une *trojka* plénipotentiaire était arrivée, composée de « personnes [...] ignorant tout de la vie paysanne » et accompagnée par « un de nos voisins, fils d'un riche Kirghiz [Kazakhs], qui avait une instruction universitaire ». Les quatre hommes avaient intimé l'ordre à toutes les familles d'abandonner le village « d'ici deux semaines et de démolir nos maisons, que nous avons mis dix ans à construire », pour ensuite être transférées dans deux villages russes voisins : « ils nous ont déportés là, comme si nous étions des criminels ». D'après le rédacteur de la lettre, le motif de l'expulsion (le village se serait trouvé sur le parcours d'éleveurs nomades) n'était qu'un prétexte car les nomades étaient toujours passés loin des maisons des paysans, et il n'y avait jamais eu de disputes, même pas pour l'accès aux cours d'eau pour abreuver les animaux. Dans les villages de vieux résidents où ils avaient été intégrés, les expulsés étaient pour la plupart devenus manœuvres agricoles journaliers et ce n'est qu'au bout de deux ans qu'ils avaient réussi à s'installer dans des maisons dignes de ce nom. Des Kazakhs provenant d'un autre *uezd* de la région s'étaient installés dans les villages qu'ils avaient laissés, circonstance qui suscitait les protestations du rédacteur :

En quoi le site de Burgun' dérangeait-il quand nous y vivions, nous autres, Russes ? Pourquoi ne dérange-t-il pas quand ce sont les Kirghiz [Kazakhs] qui y

steppes kazakhes dans les années 1920-1922, avaient fui la famine, (cf. Agitprop Kirobkoma RKP (pod red.), *Stenografičeskij otčet 2-go s'ezda sovetov kirgizskoj socialičeskoj respubliki, 4-10 oktobra 1921*, s.l.n.d., p. 50).

110. GAAO, 136/1/1 339/23ob. (1927).

111. GAAO, 136/1/1 339/18ob-19 (30.08.1925).

112. Alexis Berelowitch, V. Danilov, *Sovetskaja derevnja glazami VČK-OGPU-NKVD. Dokumenty i materialy. T. 1. 1918-1922*, M. : ROSSPEN, 1998, p. 652, 662, 664.

113. GARF, 3260/3/173/6 (lettre non datée, mais on peut déduire des références du texte une rédaction vers la moitié des années 1920, certainement après 1924).

114. À la fin, le rédacteur donnait son vrai nom : Konstantin Arkadevič Paul'.

vivent ? [...] La liquidation forcée de notre implantation n'a servi ni le pouvoir soviétique ni la population nomade.¹¹⁵

La lettre s'achevait par une affirmation qui démontre bien la perception, de la part des Russes, des politiques de « décolonisation » des années 1920 : s'y exprimait la totale défiance en la possibilité d'une solution favorable aux expropriés. En effet, l'administration du Džetysu était, selon le rédacteur de la lettre, composée exclusivement de Kazakhs. En fait, les Kazakhs représentaient une minorité au sein de l'administration, mais le sentiment d'une perte de statuts et la sensation d'insécurité résultant de l'accès de Centrasiatiques aux postes décisionnels étaient bien réels et largement répandus parmi les Russes de la région¹¹⁶.

La seconde phase de la réforme : été 1921-été 1922

L'été 1921 vit l'apogée de l'ultime combat qui opposa Safarov et les communistes musulmans aux deux présidents successifs du Turkbjuro (Rudzutak et Tomskij), soutenus par Jakob Peters, plénipotentiaire de la Tchèque au Turkestan remplaçant Dzeržinskij. Peters, dans un style révélateur, notait à quel point Safarov avait bien des soutiens dans le « public indigène à demi conscient » (*polusoznatel'naja tuzemnaja publika*) et à quel point le président du Turkbjuro, Rudzutak, n'intervenait pas avec suffisamment de poigne pour contrecarrer Safarov¹¹⁷. Quand Tomskij parvint à remplacer Rudzutak tombé malade, l'affrontement se fit plus âpre. Tomskij, opposé à la poursuite du type de confiscations et d'expulsions que Safarov supervisait depuis février, fut immédiatement accusé de se faire le porte-parole des intérêts des colons slaves¹¹⁸. Lenin refusa de démettre Safarov de ses fonctions malgré les demandes insistantes qui parvenaient de Tachkent. Début août 1921, Lenin dépêcha Adolf Ioffe en mission spéciale pour apaiser les conflits internes du parti au Turkestan. Le délibéré du Politbjuro du 3 août posait comme axe politique central à suivre, la nécessité, non seulement de rendre la réforme moins violente, mais aussi de « compenser » la lutte contre le *kolonizatorstvo* des colons par l'exigence de ne pas éliminer la principale base sociale de soutien à la République des soviets au Turkestan : ces paysans russes « dont sont formées, en grande partie, les divisions rouges »¹¹⁹. Après un long voyage de Moscou à Tachkent, Ioffe envoya un premier rapport début septembre. La situation s'était entre-temps encore détériorée : les cheminots du Turkestan (tous européens) menaçaient de quitter massivement le parti en signe de protestation contre

115. GARF, 3260/3/173/6.

116. De nombreuses autres lettres envoyées aux journaux et autorités illustrent ce sentiment. Cf. T. Martin, *The Affirmative Action Empire...*, p. 62.

117. RGASPI, 670/1/57/113,117-123,126,106, cit. in Genis, « Deportacija russkih iz Turkestana... », p. 52.

118. Smith, *The Bolsheviks and the National Question...*, p. 99 ; K. Hasanov, *V.I. Lenin i Turbjuro CK RKP (b)*, Tachkent, 1969, p. 62-64.

119. RGASPI, 17/3/192/1, cit. in Genis, « Deportacija russkih iz Turkestana... », p. 52.

les mesures adoptées pendant la réforme de la terre et de l'eau¹²⁰. Mi-août, le Politbjuro décida d'envoyer temporairement Safarov « en vacances » et, en octobre, il réorganisa la Turkkomissija et le Turkbjuro éliminant les deux dirigeants qui s'étaient distingués par leurs positions extrêmes, d'une part comme de l'autre : Tomskij comme Safarov furent définitivement relevés de leurs fonctions au Turkestan¹²¹. Après le départ de Safarov, de nombreux « communistes musulmans » de second plan, ses « protégés » (souvent liés par le passé à Turar Ryskulov), furent démis de leurs responsabilités et arrêtés¹²².

En 1922, les expropriations furent en tout cas massives et concentrées particulièrement dans les *uezdy* d'Aulie-Ata et Čimkent (Syr-Daria) et d'Andijan (Ferghana). Cette seule année 1922, 48 700 déciatines de terres¹²³ furent retirées aux colons russes dans tout le Turkestan, dans les trois quarts des *uezdy* du Semireč'e kazakh, au total 1 792 familles (à peu près 9 000 personnes) furent chassées des terres qu'elles cultivaient¹²⁴. Pour l'*uezd* de Taldy-Kurgan nous n'avons pas trouvé de données distinctes pour 1921 et 1922, mais on note 1 298 familles expulsées dans ce laps de temps. Dans l'hypothèse d'une répartition paritaire des expulsés au cours de ces deux années, on peut avancer que 12 000 personnes furent expulsées du Semireč'e en 1922. Le tableau suivant en donne le détail :

Tableau 1 — Familles de colons expulsées du Semireč'e kazakh en 1922

<i>Uezdy</i>	Familles expulsées	année
Džarkent	147	1922
Lepsinsk	746	1922
Alma-Ata	899	1922
total	1 792	1922
Taldy-Kurgan	1 298	1921 et 1922
total	3 090	—

Sources : GAAO, 136/1/1 339/11ob, 14ob, 18ob, 19, 23ob.

Avec le changement de climat politique survint aussi la principale nouveauté de la seconde phase : la redistribution des terres ne devait plus s'effectuer uniquement en faveur des seuls Kirghiz et Kazakhs, elle devait aussi concerner la partie la plus pauvre

120. Genis, « Deportacija russkikh iz Turkestana... », p. 53.

121. Smith, *The Bolsheviks and the National Question...*, p. 100-101.

122. Maksut Dželisbaev, « Avtobiografija », archives DKNB du Kazakhstan, Almaty, f. 6, d. 08113, ll. 262-268, cit. in M.K. Kojgeldiev, V.I. Poluljah, Š.B. Tleubaev, éds., *Krasnyj terror : političeskaja istorija Kazahstana (Sbornik dokumental'nih materialov političeskikh repressij 20-50-h godov XX veka)*, Almaty : Tipografija operativnoj pečati, 2008, p. 112.

123. F.H. Nabiev, *Social'naja politika v Turkestane v gody NEPa*, Samarkand, 1995, p. 61, cit. in Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 446.

124. GAAO, 136/1/1 339/11ob, 14ob, 18ob, 19, 23ob.

des paysans russes. Dans un article de la *Pravda* d'Alma-Ata, Uraz Džandosov expliquait que seule la redistribution des terres au sein de la communauté immigrée, entre *starožily* et *novosely*, mettant hors de cause la partie la plus désavantagée et donc avide de terres parmi les Russes, pouvait, en dernière analyse, garantir la cohabitation pacifique des communautés autochtones et immigrées¹²⁵. Cette réorientation estompa le caractère anticolonial de la réforme sans pour autant l'éradiquer, puisque en tout seulement 500 déciatines de terres furent distribuées à 54 familles slaves¹²⁶. Ce changement de registre dans la propagande eut pourtant deux effets à savoir le renforcement du droit des paysans russes à rester au Semireč'e et la légitimation de leur installation dans les villages dont le déplacement n'était pas prévu.

Il fut officiellement mis fin à la réforme au cours de l'été 1922. Dans l'arrêté (*postanovlenie*) du 18 juillet 1922, le plenum du Sredazbjuro¹²⁷ en décrétait la fin et imposait l'interruption, pour les années à venir, de toute immigration et expulsion (*pereselenie* et *vyselenie*)¹²⁸. Les expulsions avaient été suspendues dès la mi-juin, probablement pour



Photo 7. Vue générale du village de Jur'evka depuis les collines environnantes (1925).

Au centre, au plus près du photographe, on peut voir des têtes de bétail des Kirghiz.

On remarque le cours d'eau qui passe près du village, matière à disputes entre Slaves et Kirghiz de la zone. La grande maison au centre de la photo est un moulin : les meuniers furent les seuls de tous les habitants slaves du village à ne pas avoir été chassés pendant la deuxième expulsion de 1923, après le retour au village d'une partie des personnes expulsées auparavant. RGASPI 17/85/105/79.

125. U. Džandosov, « Kak prohodit zemreforma tekušego goda », *Pravda* (Alma-Ata), 15.05.1922, in Buhonova, Džandosov et al., éd.s., *Uraz Džandosov...*, p. 175.

126. CGARUz, 25/1/1704/23-31.

127. Nouveau nom du *Turkbjuro* réorganisé.

128. Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 447. Peu de temps après, le 5 septembre 1922, le CIK du Turkestan promulguait une loi sur l'usage de la terre dans les campagnes (« o trudovom zemlepolzovanii v Turkestane ») qui était censée normaliser la vie économique (Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 447).

éviter de compromettre ultérieurement la situation alimentaire au Semireč'e (la grande famine soviétique de 1921-1922 avait atteint son ampleur maximale en avril-mai 1922, et on ne pouvait compter sur l'importation du blé des autres régions de l'État). En même temps, d'autres mesures furent adoptées qui visaient à l'amélioration de la situation économique des campagnes, comme la réouverture des foires dans la steppe, traditionnels lieux d'échanges de produits de l'élevage et de l'agriculture.¹²⁹

Sens et résultats de la réforme

Voici, réunies en un tableau, les données officielles fournies vers 1925 concernant les familles expulsées et les terres confisquées au Turkestan :

Tableau 2 — Familles expulsées et superficie des terres expropriées au Turkestan

	Familles expulsées	Terres expropriées en déciatines
Semireč'e	5 631	133 432
Syr-Daria	835	25620
Semireč'e et Syr-Daria	6 466	159 052
Reste du Turkestan	1 618	123 779
Total Turkestan	8 084	282 831

Sources : CGARK, 74/4/1214/136 (Semireč'e et Syr-Daria) ; CGARK, 74/4/529/12 (données pour l'ensemble du Turkestan). Nishiyama cite un chiffre publié dans un recueil de documents des années 1950 selon lequel auraient été réquisitionnées 220 000 déciatines de terre dans le seul Semireč'e entre 1921 et 1922 (*Sovetskoe stroitel'stvo v aulah i selah Semireč'e. Sbornik dokumentov*, Alma-Ata, 1957, p. 221-222, cit. in Nishiyama, *Russian Colonization in Central Asia...* p. 83).

Au Semireč'e, 80 à 90 villages, plus de 200 *hutora* et 95 *zaimki* furent liquidés¹³⁰. Dans 17 autres implantations, une partie des paysans fut expulsée¹³¹, étiquetée « koulak » (mais de façon générale, le niveau de vie des paysans ne fut pas un discriminant significatif dans le choix des expulsions)¹³². 40 % de ces chiffres concernent la partie kirghize du Semireč'e. La distinction entre *hutora* et *zaimki*

129. Le Conseil des commissaires du peuple de la République kazakhe leva l'interdiction de commerce pour les foires du 21 juin 1922. Cf. Ašimbaev, Hljupin, *Kazahstan : istorija vlasti...*, p. 216.

130. CGARK, 34/4/529/11, « Doklad inspektora-revizora Rokovoj v central'noe upravlenie zemleustrojstva KazNarkomzema », 14.05.1926. Le rapport mentionne l'expulsion de 83 villages, 200 *hutora* (de façon erronée dans le document : « 20 ») et 95 *zaimka*. Dans un autre document, le nombre de villages dont la population fut entièrement expulsée s'élève à 90, auquel s'ajoutent 239 *hutora* (GAAO, 136/1/1544/108,108ob, « Semireč'e za 25 let /Istoriko-statističeskij očerk s 1897 po 1923 g./», 03.01.1924).

131. CGARK, *Ibid.*

132. La « composition de classes » estimée fut de 5 % de koulaks, 65,9 % de paysans de niveau de vie moyen et 29,1 % de paysans pauvres.

n'apparaît pas immédiatement de façon nette dans les documents. Quelle différence y avait-il donc entre ces deux formes d'implantation monofamiliale ? En général dans les territoires colonisés et en Sibérie en particulier, les *zaimki* étaient utilisées comme des propriétés privées par les paysans qui les avaient investies en se réclamant du droit de primo-occupant sur des terres considérées comme libres¹³³. Les *hutora* étaient par contre des fermes individuelles séparées de l'*obščina* où les maisons paysannes étaient situées dans le domaine et non au sein des villages¹³⁴. Le terme de *hutor* recouvre une acception juridique plus précise au début du XX^e siècle quand, avec les réformes Stolypin, les familles de paysans qui se séparaient créèrent des unités agricoles appelées, de façon officielle aussi, *hutora*. C'est pourquoi, en Sibérie, les administrateurs appelèrent *hutora* les fermes individuelles créées au tout début du siècle par les *novosely*, alors que *zaimki* désignait les fermes individuelles construites auparavant par les *starožily*. Il se peut donc qu'au Semireč'e aussi, l'emploi des deux termes renvoie à des installations construites par les paysans slaves de diverses vagues d'immigrations dans la région¹³⁵.

Voici, plus en détail, les expulsions des différents *uezdy* du Semireč'e :

Tableau 3 — Villages et familles expulsés au Semireč'e¹³⁶

<i>Uezdy</i>	Nombre de villages expulsés	Nombre de familles expulsées
Alma-Ata	6	315
Džarkent	9	139
Karakol	22	1 109
Lepsinsk	22	1 064 ¹³⁷
Pišpek	11	689
Taldy-Kurgan	20	1 085
Semireč'e	90	4 401¹³⁸

Sources : GAAO 136/1/1544/108, 108ob

133. Sur la question des droits de propriété dans les territoires de colonisation dans les dernières années du tsarisme, voir Alberto Masoero, « Sull'introduzione della proprietà agraria privata in Siberia », *Russica Romana*, XIV, 2007, p. 53-65.

134. C'est ce qui les différenciail des *otruby*, domaines séparés des terres cultivées de l'*obščina*, mais dont les usagers vivaient dans les villages.

135. Je remercie Alberto Masoero de m'avoir donné cette clé de lecture sur la différence entre *zaimki* et *hutora*.

136. Comme on peut le voir, les données de cette source ne correspondent pas à celle précédemment mentionnée (CGARK, 74/4/1214/136) qui indiquait 5 631 familles expulsées. Il est probable que ce second chiffre se rapproche plus de la vérité, car la source est de 1926 (donc postérieure) et reporte les chiffres définitifs. Nous avons voulu cependant inclure le tableau parce qu'il illustre, même approximativement, de la répartition des expulsions dans les différentes zones du Semireč'e.

137. Dans l'original, de façon erronée, « 11 064 ».

138. Dans l'original, de façon erronée, « 4 395 ».

Comme on peut le constater, les *uezdy* les plus touchés par la réforme (à part celui de Taldy-Kurgan) furent ceux de Lepsinsk, à la frontière de la Chine, où s'étaient concentrés les nomades revenus et ceux de Karakol, où les violences en 1916-1917 avaient été les plus graves. L'impact de la réforme est évident si l'on pense qu'au Semireč'e en 1914, on comptait un peu plus de 200 villages : 34 *stanicy* cosaques, 34 installations anciennes et 154 récentes¹³⁹. Malgré le manque de données concernant le nombre de nouveaux villages fondés après 1916, il est néanmoins certain que l'expulsion de 90 implantations de la région fut une mesure de grande portée.

Dans le Syr-Daria, 27 villages et environ 45 *hutora* et *zaimki* furent liquidés : toutes les expulsions survinrent dans la zone du Syr-Daria habitée par les Kazakhs¹⁴⁰. Au total, dans les autres zones du Turkestan touchées par la réforme, 40 autres villages et une centaine de *hutora* furent vidés de leurs habitants¹⁴¹. Dans l'ensemble du Turkestan, c'est 161 villages, 175 *hutora* et 95 *zaimki* qui furent « liquidés »¹⁴².

Toujours selon les données officielles, 8 522 familles kazakhes et kirghizes furent « sédentarisées » sur les terres expropriées (sur une surface équivalant à 163 066 déciatines) tandis que 1 283 familles continuèrent leur vie pastorale nomade (occupant environ 20 300 déciatines, dans les campements d'hiver du cycle pastoral)¹⁴³. Ainsi, au total 9 805 familles kazakhes et kirghizes furent expulsées, soit près de 50 000 personnes auxquelles furent réattribuées des terres au Semireč'e et au Syr-Daria. On peut en conclure que la réforme attribua des terres à un nombre de personnes grosso modo analogue à celui des expropriés, et équivalent peut-être à la moitié des nomades ayant fui après 1916 et survivants (même si à l'heure actuelle il est impossible de savoir avec certitude combien parmi les Kazakhs et les Kirghiz bénéficiant de la mesure étaient des réfugiés de retour et combien n'avaient jamais quitté la région). On sait qu'en 1921, dans la vallée du fleuve Ili dans le Xinjiang, on dénombrait encore environ 20 000 réfugiés kazakhs et kirghiz. En 1923, ils n'étaient plus que 6 000¹⁴⁴.

139. Nishiyama, *Russian Colonization in Central Asia...*, p. 75. Selon Galuzo, on dénombrait par contre 191 implantations en 1914 (I.G. Galuzo, *Agrarnye otnošenija na juže Kazahstana v 1867-1914 gg.*, Alma-Ata : Nauka, 1965, p. 227). Ryskulov, dans une étude de la fin des années 1920, donne des chiffres bien plus élevés, qu'aucune source ne vient corroborer : en 1916, dans l'*oblast'* du Semireč'e, il y aurait eu 600 villages et *stanici* de colons et de cosaques russes, qui cultivaient au total 1,2 million de déciatines de terre (T. Ryskulov, *Kazakhstan, M.-L. : Gosizdat, 1927, p. 39*).

140. CGARK, 34/4/529/12, « Doklad inspektora-revizora Rokovoj v central'noe upravlenie zemleustrojstva KazNarkomzema », 14.05.1926.

141. *Ibid.* Comme l'autre région la plus colonisée était le Ferghana, il est malaisé de déterminer le nombre de ces villages qui se dépeuplèrent parce que les colons furent expulsés par l'État, pas plus que le nombre de ceux qui furent les ravages du *basmačestvo*.

142. GARF, 3260/5/50/108 (1926), « Dokladnaja zapiska o položenii zemel'nogo voprosa v rajone dejatel'nosti Osoboj Komissii i ob Osoboj Komissii VCIK po zemleustrojtstvu ».

143. CGARK, 34/4/529/12, « Doklad inspektora-revizora Rokovoj v central'noe upravlenie zemleustrojstva KazNarkomzema », 14.05.1926.

144. RGVA, 110/7/45/236-239ob, Rapport du consulat soviétique de Kul'dža, probablement de 1923, cit. in Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 394, 472n.

Quel fut l'impact de cette redistribution des terres ? Si l'on considère que la superficie perdue par la population kazakhe et kirghize au Semireč'e entre 1906 et 1915 fut de 3 204 700 déciatines¹⁴⁵ (sans tenir compte de la terre occupée au cours des cinq années suivantes, faute de données précises), il est clair que l'expropriation de 133 432 déciatines du fait de la réforme ne modifia pas beaucoup les rapports de force économiques entre les différentes communautés¹⁴⁶.

Après les mesures d'expulsion, un grand nombre de paysans russes signèrent des pétitions pour émigrer et retourner dans leurs lieux d'origines. Dans un récit de l'*oblast'* d'Alma-Ata de mars 1921, on notait : « La population russe exprime massivement le désir d'émigrer en Russie ; on peut prévoir un vaste mouvement spontané (*samovol'českoe*) dans ce sens au printemps et pendant l'été »¹⁴⁷. Le 15 février 1922, Ioffe écrivait à Lenin que les paysans russes du Semireč'e étaient trop faibles pour réussir à soulever une révolte : ils se limiteraient « à la protestation passive sous la forme de l'émigration de retour vers les lieux d'origine (*na staruju rodinu*) (et cela est déjà en train de se produire) »¹⁴⁸.

Ces processus étaient liés à la délimitation des « républiques nationales » sur le territoire soviétique. Une telle politique fit naître un mouvement spontané dans la population rurale tendant à la « nationalisation » des ressources dans différentes républiques. Les colons russes et ukrainiens de la partie asiatique de l'ex-Empire semblaient accepter cette interprétation de la politique nationale soviétique, qui liait à la titularité nationale d'un territoire l'accès privilégié à ses ressources. En 1921, une centaine de milliers de paysans ukrainiens émigrés précédemment en Sibérie et en Asie centrale demandaient à être rapatriés en Ukraine¹⁴⁹. Les premiers retours massifs de colons russes et ukrainiens de Sibérie et des steppes kazakhes s'étaient déjà produits en 1917, quand la révolution paysanne en cours dans tout

145. Ce chiffre inclut les terrains compris dans le fonds pour le *pereselenie* et non encore distribués aux colons. Cf. V. Trehsvjatskij, « Itogi pereselenčeskogo dela za Uralom za desjatiletie s 1906 po 1916 g. », *Voprosy kolonizacii*, n. 20, 1917, p. 74, cit. in Galuzo, *Agramye otnošenija...*, p. 85.

146. On doit pourtant admettre que cette conclusion se fonde sur les descriptions qualitatives de la situation après la réforme, plus que sur des données certaines, extrêmement rares pour la région à cette période. Par exemple, un autre fonds rapporte qu'en 1920, la superficie des terres irriguées en Semireč'e équivalait à 202 000 déciatines. Si une bonne partie des terres confisquées pendant la réforme était des terres irriguées, on ne peut parler d'impact économique limité. Cf. N.I. Balašev, *Neskol'ko stranic iz ekonomičeskoj geografii Turkestana*, Tachkent : TurkGosIzdat, 1923, p. 12. D'après une autre source, dans les seuls districts de Pišpek et de Karakol, la superficie des terres irriguées avant la guerre représentait 238 000 déciatines, chiffre descendu à 163 000 en 1924 (*Vsja Central'naja Azija. Spravočnaja kniga na 1926 hoz. god*, Tachkent : Izd. Sredne-Aziatskoe otdelenija Rossijsko-Vostočnoj torgovoj palaty, 1926, p. 652).

147. GAAO 136/1/539a/20 (22.03.1921), « Zapiska Zamzavoblotzem Narkomzem TASSR Paskuckomu ».

148. RGASPI, 5/1/2157/15, cit. in Genis, « Deportacija russkih iz Turkestana... », p. 53.

149. Buttino, *La rivoluzione capovolta...*, p. 409. En 1921, on estimait à 360 000 le nombre de paysans ukrainiens ayant l'intention de se transférer en nouvelle république socialiste soviétique d'Ukraine : « Les autorités ukrainiennes tentèrent de décourager la migration, craignant de ne pas être en mesure d'accueillir cette masse de gens en fuite, mais un très grand nombre commença à rentrer de façon autonome sans attendre une quelconque autorisation » (*Ibid.*).

l'Empire promettait la « distribution noire » des terres des nobles¹⁵⁰. Le lien entre identité nationale et droit à la terre s'était trouvé renforcé de manière décisive par la conjonction de trois phénomènes : la période de guerre entre 1914 et 1920, la révolution agraire et la production de masse des réfugiés. Comme l'ont montré Peter Gatrell et Nick Baron pour les régions occidentales de l'ex-Empire, les administrations embryonnaires des nouveaux États, souvent constituées à partir d'organisations chargées de l'assistance aux différents groupes nationaux de réfugiés, eurent comme premier devoir de gérer le retour (ou l'installation *ex novo*) de masses de populations « nationales » sur les nouveaux territoires « nationaux » (aussi bien les républiques soviétiques dépendantes de Moscou que les vrais États indépendants, comme dans le cas des pays Baltes)¹⁵¹. Le retour des réfugiés kazakhs et kirghiz de la Chine et l'expulsion des colons slaves peuvent donc être appréhendés aussi comme un cas particulier de ce processus plus général.

La mise en place de la réforme de la terre et de l'eau contribua à diffuser les espoirs d'une décolonisation générale dans l'ex-Empire. Dans les ministères centraux à Moscou, des rapports commençaient à parvenir des régions périphériques, qui stipulaient que la grande majorité des colons dans les diverses républiques autonomes, à commencer par la Kirghizie et la Bachkirie, ne se sentait plus en sécurité¹⁵². Des rumeurs circulaient selon lesquelles une politique analogue à celle menée au Semireč'e était mise en place dans les autres régions également. Beaucoup croyaient que le soi-disant processus de décolonisation avait commencé et que tous les colons étaient destinés à retourner dans leurs régions d'origine¹⁵³.

Pourtant, l'émigration de population slave la plus importante eut lieu en République kirghize, non pas tant à cause des politiques de décolonisation qu'à cause de la famine qui sévissait dans le nord-ouest de la steppe kazakhe. La population de la République kirghize diminua d'un cinquième par rapport à celle de la fin des années 1910. Au Semireč'e, le changement fut extrêmement limité, voire même, dans certains cas, temporaire. Le fait que la majeure partie des Russes n'ait pas été forcée à quitter la région, mais ait seulement été déplacée dans les villages du Semireč'e, permit d'éviter un exode massif. Si, au début de l'automne 1922, le bruit courait parmi les paysans de la zone du lac Issyk-Kul' selon lequel tous les Russes du Turkestan allaient être déportés¹⁵⁴, en décembre 1923, l'OGPU enregistrait

150. CGARK, 9/1 /9/33-33ob. (20.06.1917), communication du *Pereselničeskoe Upravlenie* à toutes les régions de colonisation afin que cesse l'exode de retour des *pereselency* ; CGARK, 9 janvier/9/44, 44ob. 45 (28.07.1917 ; 04.08.1917) communications sur les *pereselency* qui s'amassaient dans la gare de Tachkent pour retourner en Russie et en Ukraine.

151. Voir sur ce point Nick Baron, Peter Gatrell, eds., *Homelands. War, Population and Statehood in Eastern Europe and Russia, 1918-1924*, Londres : Anthem, 2004 ; Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking. Refugees in Russia During World War I*, Bloomington-Indianapolis : Indiana University Press, 1999, p. 141-170.

152. GARF 3260/4/46/154 (1923), Doklad tov. Sedel'nikov.

153. *Ibid.*

154. CGARUz, R-39/2/222/47-52 (novembre 1922), Rapport d'information de la section politique du comité révolutionnaire citoyen de Karakol pour la période du 01.08.1922 au 01.11.1922.

désormais la revendication résolue de la population russe du Džetysu de se voir restituer les terres réquisitionnées en 1922, preuve que la peur était alors dissipée¹⁵⁵. Il est probable que dans les autres zones où la réforme fut appliquée, les colons ne furent expulsés que pour un temps très limité, comme ce fut le cas pour les 110 familles de paysans russes expulsées de la région de Džalal-Abad (Ferghana) vers la région transcaspienne au printemps 1921 : presque toutes étaient de retour avant la fin de l'année, sous divers prétextes, dans les *rajony* d'où elles avaient été chassées¹⁵⁶.



Photo 8. Village de Jur'evka (région de Pišpek, Kirghizie, 1925). La cabane de Syročan. Le paysan Syročan, expulsé pendant la réforme de 1921-1922 et retourné au village ensuite, avec sa famille sur la photo. La cabane se dresse sur l'ancienne parcelle de Syročan, où toutes les constructions et plantations avaient été détruites pendant la réforme de la terre et de l'eau. À droite, l'homme qui pose tel Napoléon est probablement un membre de la commission Serafimov. RGASPI 17/85/105/85.

155. Alexis Berelowitch, V. Danilov, édés., *Sovetskaja derevnja glazami VČK-OGPU-NKVD. Dokumenty i materialy. Tom 2. 1923-1929*, M. : ROSSPEN, 2000, p. 174.

156. CGARUz, R-29/3/1964/100ob-101 (09.12.1921). La décision finale fut de les expulser et d'en installer 80 à 90 dans l'*uezd* de Tachkent, et de laisser les 20 à 30 restants, tous apiculteurs professionnels, dans le district de Džalal-Abad, pour leur utilité à l'économie locale. Sur l'expulsion des Russes de la zone de Džalal-Abad, voir aussi CGARUz R-25/1/530/659-659ob (1921), sur les paysans qui partirent d'eux-mêmes de la région de Džalal-Abad, cf. *op.cit.*, 2003, p. 410.

Les terres soustraites aux colons expulsés vinrent s'ajouter à celles du fonds d'État (tsariste) pour la colonisation, constituant le « Fonds d'État pour la réorganisation agricole » (*gosudarstvennyj fond zemleustrojstva*). D'après les données officielles, à la fin de la réforme, le fonds d'État comptait 1,72 million de déciatines de terre dont la majeure partie au Semireč'e¹⁵⁷. En plus de la terre attribuée aux Kazakhs et aux Kirghiz, 25 100 déciatines furent occupées par les paysans ouzbeks (3 017 familles). Au total, donc, 12 826 familles en auraient en quelque sorte bénéficié, ainsi que de la distribution d'outils agricoles et de bétail confisqués aux expulsés¹⁵⁸.

Par contre, la réforme n'apporta aucune amélioration significative à l'économie rurale. En effet, il est certain qu'elle contribua à diminuer la superficie cultivée et la production de blé dans la région, précisément à un moment de grande pénurie.

La réforme fut intégrée au discours sur la modernisation agricole élaboré par l'administration depuis l'époque de Stolypin. Le terme clef est ici *zemleustrojstvo*, pourtant indissociable d'une « sédentarisation » qui impliquait la rationalisation de l'exploitation du territoire et l'élimination de ses aspects les plus « arriérés », comme le « nomadisme », catégorie en soi imprécise pour décrire les pratiques des Kazakhs et des Kirghiz, reflet de l'idéologie du progressisme dirigiste auquel adhéraient des administrateurs de Stolypin. Pourtant, le problème de la réorganisation de la coexistence sur le territoire de Russes et de Kirghiz (à « sédentariser » d'une façon ou d'une autre) était difficilement soluble et ne pouvait se résoudre par un simple déploiement de violence. La coercition permettait d'expulser les paysans russes et d'installer les Kirghiz dans leurs maisons ; mais le *zemleustrojstvo* exigeait une reconfiguration complexe des parcelles de terrain exploitées par les communautés (*obščiny*) russe et kirghize avec, en même temps, une redistribution immédiate des parcelles de terre entre éleveurs et agriculteurs¹⁵⁹. Pareille réforme ne pouvait être appliquée dans l'atmosphère de tension, de peur et de méfiance qui régnait entre les diverses communautés de la région après des années de violence. Dans un rapport sur la « réorganisation agricole » d'octobre 1921, signé par des fonctionnaires depuis longtemps en activité au Semireč'e, on pouvait lire que le *zemleustrojstvo* (avec la collectivisation annexe que certains entendaient encourager) était inapplicable dans les conditions que connaissait alors la région. Ils écrivaient : « Pour combler le fossé qui divise les Russes et les Kirghiz, il faudra encore entre cinq et trente ans »¹⁶⁰. En outre, une telle réorganisation de l'exploitation agricole aurait nécessité un déploiement de ressources économiques et de savoirs (informations détaillées sur le territoire et ses habitants) que le faible pouvoir soviétique de 1921 ne possédait pas¹⁶¹. Dans l'*uezd* de

157. Nishiyama, *Russian Colonization in Central Asia...*, p. 83.

158. CGARUz, 25/1/1704/23-31 ; *Stenografičeskij otčet X s'ezda Turkrespubliki*, p. 25, cit. in Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 444-445.

159. GAAO 136/1/536/141, « Otčet po oblastnomu otdelu zemledelja za period s 1-go marta do 1-go aprelja 1921 goda » (avril 1921).

160. CGARUz, R-29/3/1964/88 (12.10.1921).

161. Aussi envers les Kirghiz et les Kazakhs, puisque la majeure partie des éleveurs en voie de « sédentarisation » considéraient eux-mêmes leur installation comme provisoire.

Karakol, en avril 1921, la *trojka* chargée d'appliquer la réforme dans la région fut autorisée à procéder à l'échange des parcelles et au changement de leur configuration « seulement dans des cas exceptionnels », et toujours uniquement en faveur de la population autochtone¹⁶². La « sédentarisation » mentionnée dans les documents était celle, temporaire, de familles d'éleveurs restées sans bêtes auxquelles furent fournis, en quantité infime, des têtes de bétail et des outils soustraits aux colons¹⁶³. « *Zemleustrojstvo* » et « sédentarisation » restèrent en somme des étiquettes modernisantes employées pour légitimer les mesures qui n'avaient de raison d'être que politique, et non économique. Le second discours employé pour décrire les événements de 1921-1922 tant par les créateurs de la réforme que par la propagande qui l'accompagna et, enfin, par l'historiographie soviétique au cours du temps, fut celui de « révolution sociale » que devait comporter l'expropriation des bays dans la population centrasiatique. En fait, les mêmes sources officielles admettaient que la réforme n'eut en pratique aucun effet quant à la redistribution des richesses de la partie la plus riche à la plus pauvre de la population centrasiatique. Cela ne concerna que 16 000 familles pauvres du Turkestan, et seulement 0,7 % de la surface cultivable¹⁶⁴.

Dès le départ, le discours dominant fut celui de la décolonisation. C'était là l'aspect politique central. Sur un autre plan, par contre, même si Lenin employait l'argument de l'Asie centrale comme fenêtre sur l'« Orient colonisé » pour convaincre les bolcheviks russes à Moscou du bien-fondé des politiques de décolonisation, la réforme de la terre et de l'eau au Semireč'e ne fut pas utilisée par les bolcheviks dans la propagande à l'égard du monde colonisé. L'écho international de la réforme fut ténu, voire nul.

Le sens politique de la réforme de 1921 ne peut cependant se résumer à la décolonisation. En adoptant la classification proposée par Terry Martin des déplacements forcés de population en Union soviétique¹⁶⁵, on peut affirmer que la réforme constitua également une mesure de soviétisation de la région, dans une conjoncture d'affrontement direct entre le gouvernement de Moscou et les paysans, au point culminant du « premier acte » de la « grande guerre paysanne soviétique »¹⁶⁶. Début 1921, on comptait encore huit régions ébranlées par de vastes révoltes paysannes dans les républiques soviétiques. Les plus importantes étaient l'*antonovščina* de la région de Tambov, la guerre paysanne en Sibérie occidentale et le

162. GAAO 136/1/536/141-142, « Otčet po oblastnomu otdelu zemledelja za period s 1-go marta do 1-go aprlja 1921 goda » (avril 1921).

163. Par exemple, en mai 1921 déjà, on rapportait que dans l'*uezd* de Golodnostepnyj, dans l'*oblast'* de Syr-Daria, 1 555 familles de « nomades » s'étaient « sédentarisées », auxquelles avaient été attribuées 12 000 déciatines de terre. CGARUz, 29/3/2140/210-211, cit. in Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 449.

164. La superficie cultivable au Turkestan était estimée équivalente à 84 millions de déciatines. Radžanova, *Turkestan v načale XX veka...*, p. 448.

165. T. Martin, « Stalinist Forced Relocation Policies », *art. cit.*

166. Graziosi, *La grande guerra contadina in Urss...*, chapitre III.



Photo 9. Les nouveaux arrivants. Village de Jur'evka (région de Pišpek, Kirghizie). Le paysan Tkal', accueilli dans la communauté de Jur'evka comme immigré (pereselenc) d'Ukraine, et sa famille de 18 personnes. Tkal' et sa famille ont reçu le terrain en propriété par tirage au sort. Toutes les constructions de cette propriété avaient été détruites au moment de l'expulsion des habitants de Jur'evka pendant la réforme de la terre et de l'eau (1921-1922). RGASPI 17/85/105/84.



Photo 10. Les retours. « Village de Jur'evka dans l'okrug de Pišpek, dans la région autonome de Kirghizie (K.A.O.). Maison détruite de la veuve Kravkov, expulsée pendant la réforme terrienne. Pour son retour dans la vieille maison, les paysans [du village] l'aidèrent et reconstruisirent le bâtiment » (légende originale du fonds d'archives).

Photo prise en 1925. RGASPI 17/85/105/83.

basmačestvo qui sévissait encore dans la plaine du Ferghana¹⁶⁷. Dans de nombreuses autres régions du pays, les campagnes étaient loin d'être pacifiées.

La réforme de la terre et de l'eau s'intègre donc dans le contexte de la « pacification » des campagnes. La répression militaire à Tambov et dans d'autres zones, l'arrêt des réquisitions (mars 1921, début de la NEP) et la redistribution des terres dans les régions rurales « coloniales » sont trois politiques différentes ayant une même finalité : stabiliser le rapport entre État et paysans. Les réformes mises en œuvre au Caucase du Nord et au Turkestan eurent un but spécifique au sein de cette « pacification » plus générale : éviter une reprise de la guerre civile entre colons et populations marginalisées par la colonisation. Dans une lettre à Lenin, Safarov écrivait que ce n'était qu'au Semireč'e qu'avait été « appliquée, non seulement en paroles, mais aussi dans les faits, la politique nationale du pouvoir soviétique », et que, même si il y avait eu « un peu de casse », cela se justifiait par le fait que le travail avait dû être mené à bien rapidement, puisque « un *basmačestvo* étendu à l'ensemble du Turkestan aurait été un prix à payer bien plus élevé »¹⁶⁸.

Conclusion

La réforme de la terre et de l'eau au Semireč'e fut la politique la plus nettement décolonisatrice adoptée par les bolcheviks en Asie centrale après la conquête. La façon dont elle fut menée et les résultats qui s'ensuivirent sont un exemple clair des limites de la décolonisation bolchevique, alors que l'ambiguïté des discours mobilisés pour la légitimer était significative des tensions internes au projet bolchevik dans l'ex-colonie tsariste.

La faisabilité et l'application de la réforme furent liées à des circonstances contingentes propres au Turkestan (les paysans du Semireč'e avaient imposé une éphémère mais violente « dictature des colons » empêchant toute pacification avec la majorité de la population) mais aussi à d'autres circonstances propres à l'URSS tout entière (la confrontation entre nouveau régime et paysans, extrêmement violente dans certaines zones, obligea les dirigeants à l'adoption de la NEP). Parmi les conditions qui rendirent possible la réforme, il y eut aussi la présence, parmi les bolcheviks, de certains anticolonialistes cohérents, comme Safarov et Brojdo qui bénéficiaient de la confiance personnelle des dirigeants et de Lenin en particulier. Les objectifs les plus immédiats étaient la « pacification » afin que Kazakhs et Kirghiz réfugiés puissent reprendre une existence normale au-dessus du seuil de subsistance au Semireč'e et qu'il soit mis fin aux violences des colons ; et la reprise

167. Rapport du chef de l'état-major S.S. Kamenev à Trockij (22.02.1921), in N.E. Eliseeva, *Povstančeskie dviženija na Ukraine. 1921 g. Komplekt dokumentov iz fondov Cgasa*, M., 1991, cit. in Graziosi, 1998, p. 47-48. Les autres régions où les combats se poursuivaient étaient l'Ukraine à l'Est et à l'Ouest du Dnepr, le Daghestan, la Tchétchénie et la rive orientale de la mer Noire (avec le Kuban' pour épiceutre).

168. RGASPI, 2/1/24621/5 (21.08.1921), cit. in Genis, « Deportacija russkih iz Turkestana... », p. 53.

de l'« influence sociale » de la population centrasiatique en général, et de la kirghize et kazakhe en particulier (l'extermination des Kirghiz du Semireč'e était devenue une question politique à Tachkent déjà au printemps 1917). C'était en outre un moyen de persuader les élites non communistes et les « communistes musulmans » du sérieux du projet anticolonial bolchevik.

Pendant l'application de la réforme, de très fortes résistances à la politique des expulsions surgirent immédiatement au sein de l'appareil du parti. Rudzutak, Peters et Tomskij menèrent cette résistance, qui aboutit à l'exclusion de Safarov. L'expulsion des paysans hors du Semireč'e fut interrompue, à cause notamment de l'absence de coordination centrale, de la part de Moscou, prévoyant une installation des paysans expulsés du Semireč'e dans d'autres zones de l'URSS. La très grande majorité des paysans expropriés, bien que transférée dans d'autres villages, resta en fait dans la région. La « double identité » des paysans russes du Semireč'e, « koulaks antisoviétiques » et combattants « rouges » de la guerre civile, pesa lourdement sur l'attitude des délégués du centre. Pour ces derniers, la soviétisation de l'Asie centrale ne pouvait avoir lieu que par le maintien d'un équilibre entre inclusion au sein des appareils de l'État soviétique des autochtones et soutien de cette fraction de la population la plus favorable à l'union avec le centre de l'État : les Russes du Turkestan. Dotés de plus de réalisme politique que les « décolonisateurs » tels Safarov et Bojdo, ceux-ci étaient conscients que la garantie de l'union des régions centrasiatiques au centre soviétique se fondait aussi sur les institutions de l'État dans l'ex-colonie encore largement dominée par les Russes, et sur la classe ouvrière exiguë en grande partie russe (surtout les cheminots), sensibles à la condition des paysans slaves du Turkestan en général et du Semireč'e en particulier. Pour bon nombre, ils avaient endossé l'uniforme de soldat et instauré le pouvoir « bolchevik » à Tachkent et dans les autres villes de la région en 1917-1918. Les rapports de force entre communistes musulmans et délégués du centre, et le rôle de la population slave dans le pouvoir bolchevik de l'ex-colonie étaient donc tels que la « décolonisation » ne pouvait avoir qu'une portée limitée.

(Traduit de l'italien par Elise Gaignebet)

*Université de Trente
département des sciences humaines et sociales*

niccop@gmail.com